

Ministère de la Sécurité publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO DE QUESTION	SUJET DE LA QUESTION	PAGE
	Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif	i
RG-000	Liste des sites Internet pour la diffusion de l'information	1
RG-001	<p>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2025-2026 :</p> <p>a) les endroits et dates de départ et de retour;</p> <p>b) la copie des programmes et rapports de mission;</p> <p>c) les personnes rencontrées;</p> <p>d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);</p> <p>e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;</p> <p>f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;</p> <p>g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les détails de ces ententes; • les résultats obtenus à ce jour; <p>h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.</p>	2

<p>RG-002</p>	<p>Dépenses - conférences de presses / événements médiatiques et autres Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. d) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. h) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. o) si l'événement s'est tenu virtuellement.</p>	<p>6</p>
<p>RG-003</p>	<p>Formation en communication La liste des dépenses en formation de communication , en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie; Données par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2025-2026; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.</p>	<p>9</p>

RG-004	<p>CONTRATS MOISN DE 25 K\$ -- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2025-2026, en indiquant :</p> <p>a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.</p>	10
RG-005	<p>Développement de projets informatiques Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <p>a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics; m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2025-2026.</p>	32
RG-006	<p>Hébergement de données Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :</p> <p>a) les coûts estimés par année; b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) la liste des fournisseurs; e) une copie du plan de déploiement.</p>	33

RG-007	<p>Photocopieur, mobilier et eau Décorations et embellissement Frais de transport, d'hébergement et de repas Participation à des congrès, colloques, perfectionnement et ressourcement Frais d'alcool et de fêtes</p>	34
RG-008	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2025-2026, ventilé par mois, de chaque dépense liée à la téléphonie :</p> <p>a) le coût des contrats téléphoniques; b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires f) le coût d'acquisition des appareils; g) le coût d'utilisation des appareils; h) les noms des fournisseurs; i) les ordinateurs portables; j) les iPad ou autre type de tablette électronique.</p>	35
RG-009	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)</p> <p>a) Minorité visible 35 ans et plus b) Minorité visible 35 ans et moins c - le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; d - le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail. e - le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; f - l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); g - l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; h - le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; i - le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; j - le nombre d'employés permanents et temporaires; k - le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ; l - l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la Loi 15 sur le contrôle des effectifs.</p>	36

RG-010	<p>Liste des baux Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2025-2026 en indiquant pour chacun d'eux :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) propriétaire de l'espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation; h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant. 	37
RG-011	<p>Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2025-2026, fournir :a) la liste des actifs excédentaires inoccupés; b) la valeur estimée de ceux-ci; c) les coûts d'entretien annuel;d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.</p>	51
RG-012	<p>Aménagements - ministère et organismes Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2025-2026, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux. 	52
RG-013	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2025-2026, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction;c) l'adresse du port d'attache;d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2025-2026;j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.</p>	53

RG-014	<p>Personnel hors structure Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <p>a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2026-2027.</p>	54
RG-015	<p>Personnel en disponibilité Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2026-2027.</p>	55
RG-016	<p>Occasionnels mis à pied Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2025-2026, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2026-2027.</p>	56
RG-017	<p>Personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :</p> <p>a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).</p>	57
RG-018	<p>Abonnements - ministère et organismes Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2025-2026, en précisant pour chaque abonnement :</p> <p>a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. Ventiler le montant total par catégorie.</p>	58
RG-019	<p>Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.</p>	62

RG-020	<p>Site internet</p> <p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :</p> <p>a) le nom du site Web;</p> <p>b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;</p> <p>c) les coûts de construction du site;</p> <p>d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;</p> <p>e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);</p> <p>f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits ») le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;</p> <p>g) nombre de visiteurs uniques mensuellement</p> <p>h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.</p> <p>i) la fréquence moyenne de mise à jour;</p> <p>j) le responsable du contenu sur le site.</p>	63
RG-021	<p>Tournées, visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec.</p> <p>Pour 2025-2026, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :</p> <p>a) les régions et les villes visitées;</p> <p>b) les personnes et organismes rencontrés;</p> <p>c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;</p> <p>d) les raisons du déplacement;</p> <p>e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;</p> <p>f) les coûts ventilés;</p> <p>g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.</p>	68
RG-022	<p>Adjoint parlementaire</p> <p>La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2025-2026 :</p> <p>a) le détail des mandats;</p> <p>a) le coût (déplacements, etc.);</p> <p>c) le nombre de ressources affectées;</p> <p>d) le nombre de rencontres;</p> <p>e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.</p> <p>f) l'objet;</p> <p>g) les dates.</p>	69
RG-023	<p>Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.</p>	70
RG-024	<p>Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.</p>	71
RG-025	<p>Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.</p>	72

RG-026	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 et 2027-2028, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	73
RG-027	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.	75
RG-028	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	76
RG-029	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2025-2026 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	77
RG-030	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2025-2026 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2026-2027. Pour chacun de ces programmes existants en 2025-2026, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2026-2027, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	78
RG-031	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	79
RG-032	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	80
RG-033	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :	81
RG-034	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.	82
RG-035	Plan d'action personnes handicapées - our chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027,	83
RG-036	Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020 - Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de développement durable 2023-2028	85
RG-037	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.	87
RG-038	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2025-2026 : a) les sommes dépensées; b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.	88

RG-039	CT réunions Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.	89
RG-040	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.	91
RG-041	Communications/affaires publiques Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026:a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2025-2026 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.	92
RG-042	Veillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :a) Les dates;b) L'endroit précis;c) La liste des personnes présentes;d) L'ordre du jour;e) Les procès-verbaux;f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)	93
RG-043	Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.a) Nombre de stagiaires reçus;b) Heures de stages effectuées; c) Rémunération totale déboursée.	94
RG-044	Consultation autochtone Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.	95
RG-045	Dépenses PAE5 dernières années Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	96
RG-046	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.	97
RG-047	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.	98
RG-048	Actifs possédés meubles et immeubles indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.	99
RG-049	Coûts de système Indiquer les coûts de systèmes estimés depuis 5 ans	100

RG-050	<p>Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer :a) le nombre d'employé·es recruté·es à l'étranger, en précisant le statut d'immigration au moment de l'embauche (permis de travail temporaire, résidence permanente, autres) ;b) le nombre de missions de recrutement effectuées à l'étranger, en précisant les pays visés et les secteurs d'emploi concernés ;c) les sommes dépensées pour les activités de recrutement international (missions, agences, consultants, publicité, relocalisation, accompagnement) ;d) le nombre de contrats conclus avec des firmes externes pour soutenir le recrutement à l'étranger ;e) les catégories d'emploi pour lesquelles un recrutement international a été jugé nécessaire ;f) le taux de rétention après 12 et 24 mois des personnes recrutées à l'étranger ;g) toute directive ou orientation ministérielle émise au cours de cette période concernant la réduction, le maintien ou l'augmentation du recours au recrutement international ;h) les mesures mises en place pour favoriser prioritairement le recrutement et la formation de la main-d'oeuvre locale.</p>	101
RG-051	<p>La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.</p>	102

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-1	G14c	N/A	G16b	Jours de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9c.
NRG-2	G14f	N/A	G16e	Jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9e.
NRG-3	G15a	N/A	G17a	Départ à la retraite	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2025-2026 et les prévisions pour l'année 2026-2027 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9k.
NRG-4	G15c	N/A	G17d	Retraités à contrat	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2025-2026 et les prévisions pour l'année 2026-2027 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-5	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 10.
NRG-6	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 11.
NRG-7	G21	N/A	G19	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2025-2026, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 12.
NRG-8	G47	N/A	N/A	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 29.
NRG-9	G51	N/A	N/A	Sondages	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) la date ; b) la nature ; c) les questions posées ; d) les réponses ; e) la firme retenue ; f) les coûts.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-10	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-11	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-12	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-13	G63	N/A	N/A	Contrats - firmes consultation	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 ou ayant cours en 2025-2026 auprès d'une firme de consultation : a) la firme retenue; b) la copie du contrat; c) la date de fin prévue du contrat; d) la valeur prévue du contrat; e) les sommes dépensées à ce jour.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-14	G72	N/A	N/A	Contrats accordés à des entreprises américaines	Au sujet des contrats accordés à des entreprises américaines : a) Veuillez fournir la liste des contrats accordés à des entreprises américaines en 2025-2026; b) Veuillez fournir toute politique, communication ou consigne au sujet de la réduction des dépenses auprès des entreprises américaines en 2025-2026.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-15	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9k.
NRG-16	N/A	G07	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéros 9a et 9b.
NRG-17	N/A	G08	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéros 9a et 9b.
NRG-18	N/A	G09	N/A	Proportion personnes cadres	Proportion de personnes cadres par rapport aux autres catégories d'emploi au courant des 5 dernières années.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéros 9a et 9b.
NRG-19	N/A	G16	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-20	N/A	G18	N/A	Contrats - firmes consultation	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils, notamment TACT, McKinsey, KPMG et NATIONAL; fournir lesdits contrats le cas échéant.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-21	N/A	G21	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 10.
NRG-22	N/A	G30	N/A	Coût de reconduction des programme	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 30.
NRG-23	N/A	G31	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9f.
NRG-24	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 3.
NRG-25	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2025-2026, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-26	N/A	N/A	G17c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2025-2026 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9k.

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-27	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2026-2027, par mission.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9f.
NRG-28	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2025-2026, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-29	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des systèmes d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	Question particulière à poser au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NRG-30	G44a	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques vert	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds vert.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-31	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles.	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-32	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-33	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Question particulière à poser à la Société du Plan Nord.
NRG-34	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-35	G56a	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : a) Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-36	G56aa	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-37	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-38	G56b	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-39	G56bb	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-40	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-41	G56c	N/A	N/A	Opération main d'œuvre Secteur prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : c) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-42	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Agrotourisme et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère des Relations internationales et de la Francophonie.
NRG-43	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-44	G56d	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NRG-45	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère des l'Éducation.
NRG-46	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-47	G56e	N/A	N/A	Stratégie commune mission franco-québécoise découvrabilité contenus culturels francophones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : e) Stratégie commune de la mission franco-québécoise sur la découvrabilité des contenus culturels francophones;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NRG-48	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NRG-49	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-50	G56f	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : f) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-51	G56ff	N/A	N/A	Plan de protection face aux inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-52	G56fff	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et au ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec".
NRG-53	G56g	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action de la Politique bioalimentaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.
NRG-54	G56gg	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-55	G56ggg	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026;	Question particulière à poser au ministère du Tourisme.
NRG-56	G56h	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de la Politique de mobilité durable 2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-57	G56hh	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionaux 2021-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.
NRG-58	G56hhh	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-59	G56ii	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une économie verte 2020-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-60	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-61	G56j	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-62	G56jj	N/A	N/A	Plan nature 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan nature 2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-63	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024- 2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024- 2029;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-64	G56k	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale occupation et vitalité territoires 2025-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : k) Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2025-2029	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-65	G56kk	N/A	N/A	Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-66	G56kkk	N/A	N/A	Plan pour la langue française	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan pour la langue française;	Question particulière à poser au ministère de la Langue française.
NRG-67	G56l	N/A	N/A	Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-68	G56ll	N/A	N/A	Valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-69	G56m	N/A	N/A	Plan d'action pour contrer l'intimidation et cyberintimidation 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Famille.
NRG-70	G56mm	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-71	G56nn	N/A	N/A	Politique culturelle du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Politique culturelle du Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NRG-72	G56o	N/A	N/A	Plan d'action Sécurité civile - inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NRG-73	G56oo	N/A	N/A	Rapport Groupe d'action contre le racisme	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;	Question particulière à poser au Bureau de coordination de la lutte contre le racisme.
NRG-74	G56p	N/A	N/A	Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NRG-75	G56q	N/A	N/A	Plan d'action Simplification démarches administratives - décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-76	G56qq	N/A	N/A	Rapport accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-77	G56r	N/A	N/A	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-78	G56rr	N/A	N/A	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit.
NRG-79	G56s	N/A	N/A	PAGAC	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-80	G56ss	N/A	N/A	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NRG-81	G56t	N/A	N/A	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-82	G56tt	N/A	N/A	Stratégie d'aménagement durable des forêts	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie d'aménagement durable des forêts;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-83	G56u	N/A	N/A	Plan d'action Lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-84	G56uu	N/A	N/A	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-85	G56v	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental 2024-2029 – La fierté de vieillir	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-86	G56vv	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NRG-87	G56w	N/A	N/A	Reconnaissance des compétences - personnes immigrantes	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;	Question particulière à poser au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.
NRG-88	G56ww	N/A	N/A	Stratégie maritime 2015-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie maritime 2015-2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-89	G56x	N/A	N/A	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-90	G56xx	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-91	G56y	N/A	N/A	Plan d'action itinérance 2021-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-92	G56yy	N/A	N/A	Stratégie nationale de production de bois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale de production de bois;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-93	G56z	N/A	N/A	Plan d'action santé mentale 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-94	G56zz	N/A	N/A	Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-95	N/A	G05	N/A	Réclamations CNESST	Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer : <ul style="list-style-type: none"> • le nombre de réclamations acceptées par la CNESST pour lésion professionnelles ; • le nombre d'employé-es concerné-es ; • Le nombre total de jours d'absence indemnisés ; • les coûts assumés par l'employeur (remplacement, maintien du salaire, cotisations, etc.) ; • la ventilation des données selon : <ul style="list-style-type: none"> - la catégorie d'emploi (personnel de soutien, technique, professionnel, cadre, autre) ; - le sexe ; - le statut d'emploi (temps plein, temps partiel, occasionnel) ; - la région administrative - la nature des lésions reconnues (physiques, psychologiques, harcèlement, violence au travail, surcharge ou épuisement professionnel, autres) 	Question particulière à poser à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail.
NRG-96	N/A	G11	N/A	Véhicules	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-97	N/A	G13	N/A	Budget analyse différenciée selon les sexes	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NRG-98	N/A	G15	N/A	Dépenses PNSC 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NRG-99	N/A	G22	N/A	Dépenses soutien législatif	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-100	N/A	G32	N/A	Sommes versées dommages et intérêts	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-101	N/A	N/A	G09	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-102	N/A	N/A	G45	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2025-2026, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Question particulière à poser au ministère du Conseil exécutif.

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-103	N/A	N/A	G50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-104	N/A	N/A	G51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-105	G14h	N/A	G16g	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-106	G49	N/A	N/A	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2025-2026 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-107	G55	N/A	N/A	Objectifs exemplarité Charte de la langue française	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-108	G69	N/A	N/A	Listes des cartes de crédits	Veuillez nous fournir la liste des cartes de crédits dans le ministère et ou l'organisme en indiquant le titulaire de la carte et son titre. Pour chacune des cartes de crédits, veuillez nous fournir les relevés de carte pour l'année courante.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-109	N/A	G06	N/A	Proportion postes télétravail	Proportion de postes ayant accès au télétravail pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère, ventilée par le nombre de journées autorisées.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-110	N/A	N/A	N/A	Nombre postes absents manque de places service de garde	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-111	N/A	G14	N/A	Nb. analyse différenciée selon les sexes	Fournir le nombre d'analyse différenciées selon les sexes (ADS+) effectuées.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-112	N/A	G23	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-113	N/A	G25	N/A	Personnes affectés aux enquêtes et surveillance de l'application de la loi	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-114	N/A	G28	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-115	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2025-2026 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-116	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-117	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2025-2026, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-118	G02	N/A	G02	Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2025-2026 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17). Inscrire le lien Internet.
NRG-119	G03	N/A	G03	Publicité, articles promotionnels et commandites	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2025-2026, et les prévisions pour 2026-2027; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie; g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion; h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de chaque ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de chaque ministère. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré. Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.
NRG-120	G07	N/A	G10	Appels d'offres publics	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.gouv.qc.ca .
NRG-121	G08	N/A	G12	Consultants externes	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026 : a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale) ; c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants ; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ; e) une description de son mandat ; f) la date de début de son contrat ; g) la date prévue de fin de son contrat ; h) sa rémunération annuelle.	Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.gouv.qc.ca ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site de chaque ministère.
NRG-122	G14i	N/A	G16h	Personnel double rémunération	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;	En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1 ^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-123	G14o	N/A	N/A	Postes abolis par ministère	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-124	G14q	N/A	N/A	Postes vacants	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-125	G14r	N/A	N/A	Postes vacants - gel de recrutement	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : r) le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1er novembre 2024.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-126	G15b	N/A	G17b	Remplacement selon PGRH	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2025-2026 et les prévisions pour l'année 2026-2027 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-127	G23	N/A	G21	Budget discrétionnaire	Liste des sommes d'argent versées en 2025-2026, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du <i>Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels</i> (art. 4 paragraphe 26). Inscrire le lien Internet.
NRG-128	G35	N/A	G38	Revenus autonomes et tarification	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2026-2027.	L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2025-2026 des ministères et organismes.
NRG-129	G39	N/A	N/A	Primes au rendement et bonis - Cabinet	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2025-2026 le montant total des primes au rendement, des ajustements salariaux non-récurrents et des bonis versés au personnel de cabinet.	En 2025-2026, aucun boni ou autre rémunération variable fondés sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.
NRG-130	G46	N/A	N/A	Dépenses en informatique et employés attirés aux dossiers informatiques	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital) ; b) les grands dossiers en cours ; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques ; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.	Les informations en réponse à cette question sont disponibles dans le plan des investissements et des dépenses en ressources informationnelles disponible sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du trésor dans la rubrique "Budget de dépenses".

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-131	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de chaque ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de chaque ministère. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré. Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.
NRG-132	G54	N/A	N/A	Transfert d'emplois gouvernementaux en région	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région: a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2025-2026; b) le nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2025-2026 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) le nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.	L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante: https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation .
NRG-133	G56pp	N/A	N/A	Rapport CSDEPJ	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.	Aucun coût pour l'année demandée. La Commission a conclu ses travaux avec le dépôt de son rapport final le 3 mai 2021, lequel est disponible en ligne à l'adresse suivante: https://www.csdepj.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_clients/Rapport_final_3_mai_2021/2021_CSDEPJ_Rapport_version_finale_numerique.pdf .
NRG-134	G56III	N/A	N/A	Autre plan d'action ministériel ou interministériel	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.	L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu'au Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et des organismes.
NRG-135	G57	N/A	N/A	Mesures de télétravail/travail à distance	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2025-2026, au sein du ministère ou de l'organisme : a) le nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) le nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) le nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2025; d) la proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) le nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.	Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail, mise à jour en janvier 2026, qui peut être consultée à l'adresse suivante: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf .
NRG-136	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du RQAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-137	G66	N/A	N/A	Formations	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2025-2026. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23). Inscrire le lien Internet.
NRG-138	G70	N/A	N/A	Incidents de sécurité de l'information	Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information; b) le type d'incidents; c) les sommes dépensées en gestion des incidents.	En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont protégés au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-139	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-140	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-141	N/A	G04	N/A	Nombre de postes non pourvus gel de recrutement	Nombre de postes non pourvus en raison du gel du recrutement décrété le 1 ^{er} novembre 2024 pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-142	N/A	G17	N/A	Contrats conclus de gré à gré Proportion et nombre	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.gouv.qc.ca ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. Inscrive le lien Internet.
NRG-143	N/A	G24	N/A	Contrats sous-traitance	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.gouv.qc.ca ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. Inscrive le lien Internet.
NRG-144	N/A	G26	N/A	Services tarifés	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.	L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2025-2026 des ministères et organismes.
NRG-145	N/A	G33	N/A	Sommes versées dommages exemplaires	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.	L'information recherchée est disponible sur le site Internet de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante : https://soquij.qc.ca/a/fr .
NRG-146	N/A	G34	N/A	Incidents de cybersécurité	Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer : <ul style="list-style-type: none"> • le nombre d'incidents de cybersécurité signalés (tentatives d'hameçonnage, rançongiciels, intrusions, pertes ou exfiltration de données, etc.) • le nombre d'incidents ayant mené à une atteinte confirmée à la confidentialité, à l'intégrité ou à la disponibilité des systèmes ; • les coûts directs et indirects associés à ces incidents (enquête, restauration des systèmes, services professionnels, indemnisations, etc.) ; • les sommes investies annuellement en cybersécurité (prévention, infrastructure, formation, audits, tests d'intrusion) ; • le nombre d'employé-es ayant reçu une formation en cybersécurité et en protection des renseignements personnels ; • la proportion des systèmes ou infrastructures numériques hébergés à l'interne, auprès d'organismes publics québécois ou auprès de fournisseurs privés ; • l'existence d'audits indépendants ou d'évaluations de risques réalisés au cours de cette période, ainsi que leurs principales conclusions ; • les mesures mises en place pour assurer la souveraineté et la protection des données sensibles. 	En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont protégés au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-147	N/A	G35	N/A	Projets numériques	<p>Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le nombre total de projets numériques en cours • le nombre de projets numériques complétés au cours de cette période • le nombre de projets ayant subi un dépassement de coûts, en précisant le budget initial, le budget révisé et le coût final • le nombre de projets ayant subi un retard, en précisant l'échéancier initial et l'échéancier révisé • la valeur totale des investissements engagés pour les projets numériques en cours ; • la liste des projets dont la valeur excède 5 M\$, en précisant pour chacun l'objet du projet, l'état d'avancement et les principaux fournisseurs impliqués ; • le nombre de projets ayant fait l'objet d'un audit, d'un examen indépendant ou d'une révision par le Vérificateur général ou un organisme de contrôle ; • les mécanismes de gestion des risques mis en place pour prévenir les dépassements de coûts et les défaillances technologiques ; • le nombre d'incidents de cybersécurité ayant affecté des projets numériques en développement ou récemment déployés ; • les mesures prises pour assurer la protection des données et la résilience des systèmes dans le cadre de ces projets. 	<p>L'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca.</p> <p>Est considéré comme un projet informatique celui qui répond aux critères définis dans les Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles (décret 1159-2022 et arrêté ministériel 2022-03 du 23 juin du ministre de la Cybersécurité et du Numérique)</p>
NRG-148	N/A	N/A	G16I	Postes par catégorie d'emploi	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);</p>	<p>Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.</p>
NRG-149	N/A	N/A	G08	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2025-2026 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande; 	<p>L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://seao.gouv.qc.ca.</p>
NRG-150	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	<p>Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2026-2027.</p>	<p>Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.</p>
NRG-151	N/A	N/A	G33	Demandes d'accès à l'information	<p>Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2025-2026 :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours. 	<p>L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2025-2026 des ministères et organismes.</p>
NRG-152	N/A	N/A	G44	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	<p>Pour 2025-2026, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés. 	<p>Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.</p>

Question **000**

Liste des sites internet

Ministère de la Sécurité publique	https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-organismes/securite-publique/cadre-legal-transparence/acces-information
Régie des alcools, des courses et des jeux	https://www.racj.gouv.qc.ca/la-regie/acces-a-linformation/diffusion-de-documents.html
Commission québécoise des libérations conditionnelles	https://www.cqlc.gouv.qc.ca/services/acces-et-diffusion-de-linformation
Bureau du coroner	https://www.coroner.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/depenses.html
Commissaire à la déontologie policière	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/diffusion-de-linformation
Tribunal administratif de déontologie policière	https://tadp.gouv.qc.ca/acces-et-diffusion-de-linformation
Commissaire à la lutte contre la corruption - Unité permanente anticorruption	https://upac.gouv.qc.ca/acces-information
Bureau des enquêtes indépendantes	https://www.bei.gouv.qc.ca/organisme/diffusion-de-linformation
Sûreté du Québec	https://www.sq.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **001**

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2025-2026 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet¹ du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18).

Dates de début et de fin	Endroit	Objet	Coût (\$)
Bureau du sous-ministre			
2025-05-28 2025-05-30	Ottawa, Ontario	Participation au programme Cercle des jeunes leaders fédéral-provincial.	539
2025-06-15 2025-06-19	Saint-John, Nouveau-Brunswick	Rencontre provinciale-territoriale et fédérale des ministres de la Justice et de la Sécurité publique.	725
2025-10-14 2025-10-17	Kananaskis, Alberta	Rencontre provinciale-territoriale et fédérale des ministres de la Justice et de la Sécurité publique.	1867
2025-10-14 2025-10-17	Kananaskis, Albert	Rencontre provinciale-territoriale et fédérale des ministres de la Justice et de la Sécurité publique.	1408
2025-11-13 2025-11-14	Toronto, Ontario	Réunion des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables de la sécurité civile.	832
2025-11-28 et 2026-02-25 2026-02-27	Ottawa, Ontario	Participation au programme Cercle des jeunes leaders fédéral-provincial.	732
Sous-ministériat des services de sécurité			
2025-06-28 2025-07-08	Ottawa, Canada	Accompagnement sécuritaire.	2 212

Question **001**

Suite

2025-09-10 2025-09-13	Calgary, Canada	Accompagnement sécuritaire	2 599
2025-12-10 2025-12-12	Ottawa, Canada	Participation du directeur général de la sécurité de l'État à la première réunion du Forum régional du renseignement protégé organisée par Sécurité publique Canada.	0
Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie			
2025-05-28 2025-05-30	Ottawa, Ontario	Participation au programme Cercle des jeunes leaders fédéral-provincial.	735,70
2025-06-08 2025-06-13	Saint-John's, Terre-Neuve-et-Labrador, Canada	Participation de représentants du gouvernement du Québec au Canadian Committee on River ice Processes and the Environment, regroupant des spécialistes du Canada et de l'international.	0
2025-08-25 2025-08-29	Albany, New-York, États-Unis	Réunion des commissaires du Northeastern COMPACT.	1 113,33
2025-09-11 2025-09-12	Moncton, Nouveau-Brunswick, Canada	Projet pilote par Climatatlantics, financé par Ressources naturelles Canada.	0
2025-09-30 2025-10-05	Bruxelles, Belgique	Participation à la Journée Internationale des Volontaires en gestion de crise et différentes rencontres avec les partenaires européens, incluant des représentants du programme « rescEU » de la Commission européenne.	3 565
2025-11-12 2025-11-16	Toronto, Ontario, Canada	Réunion des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables de la sécurité civile.	1 639,90
2025-11-18 2025-11-21	Kamloops, Colombie-Britannique, Canada	Rencontre annuelle du conseil d'administration du Centre interservices des feux de forêt du Canada.	2 255,75
2025-11-28 et 2026-02-25 2026-02-27	Ottawa, Ontario, Canada	Participation au programme Cercle des jeunes leaders fédéral-provincial.	1 442,80
2026-01-28 2026-01-30	Ottawa, Ontario, Canada	Participation au programme Cercle des jeunes leaders fédéral-provincial.	1 010
Sous-ministériat des services correctionnels			

Question **001**

Suite

2025-11-24 2025-11-28	Ottawa, Ontario, Canada	Événement d'exposition et de démonstration de la défense nationale sur les systèmes de lutte anti-drone en milieu urbain " COUNTER UNCREWED AERIAL SYSTEMS (CUAS) URBAN SANDBOX 2025".	1 226
2025-11-12 2025-11-14	Wesleyville, Ontario, Canada	Atelier d'une journée par la Canadian Emergency Response Robotics Association, pour les principaux utilisateurs des systèmes de défense contre les systèmes d'aéronefs sans pilote et qui réunissait des partenaires policiers, militaires et correctionnels.	672
2025-06-09 2025-06-13	Iqaluit, Nunavut, Canada	Rencontre pancanadienne des services correctionnels (Heads of Correction).	2 008
2025-09-27 2025-09-28	Ottawa, Ontario, Canada	Commémoration annuelle des policiers et agents de la paix canadiens décédés en service.	2 755
Sous-ministériat des affaires policières et des sciences judiciaires			
2025-04-08 2025-04-09	Winnipeg, Manitoba, Canada	Rencontre du groupe de travail fédéral provincial territorial sur l'ADN, nouvelles technologies et enjeux légaux (2025).	2 326
2025-05-19 2025-05-23	Cergy-Pontoise, France	Congrès de l'International Society for Forensic Genetics 32e réunion (2025).	3 261
2025-05-21 2025-05-24	Belgrade, Serbie	Réunion annuelle des experts, chercheurs et praticiens de la génétique médico-légale.	4 732
2025-05-26 2025-05-30	Dublin, Irlande	European Association of Forensic Sciences (EAFS 2025).	8 348
2025-06-10 2025-06-13	Toronto, Ontario, Canada	Société Canadienne des sciences judiciaires.	9 913
2025-05-19 2025-05-23	Toronto, Ontario, Canada	Atelier de fabrication d'explosifs artisanaux (Homemade Explosives Workshop).	1 055
2025-10-03 2025-10-04	Halifax, Nouvelle-Écosse, Canada	Association canadienne de médecine légale (CAFML).	4 258
2025-09-17 2025-09-19	La Haye, Pays-bas	Congrès ENFSI (Expert Working group of firearms and GSR).	2 731

Question **001**

Suite

2025-11-05 2025-11-06	Ottawa, Ontario, Canada	Rencontre des directeurs de laboratoires judiciaires canadiens.	538
2025-12-17 2025-12-18	Ottawa, Ontario, Canada	Formation pour l'analyse de résidus de tirs sur les tireurs à la Gendarmerie royale du Canada.	184
2025-06-16 2025-06-18	Saint-John, Nouveau Brunswick	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres de la justice et la sécurité publique.	2 683
2025-10-14 2025-10-17	Kananaskis, Alberta	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des ministres de la justice et de la sécurité publique et des organisations autochtones nationale.	2 387

Au 31 janvier 2026 ¹ Veuillez-vous référer à la liste des sites Internet

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **002**

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Description (conférence de presse, événement médiatique, autre)	Objet	Fournisseur	Coût (\$)
Conférence de presse	Conférence de presse du ministre François Bonnardel le 26 mai 2025 à l'Établissement de détention de Rivière-des-Prairies à Montréal pour l'annonce de mesures de sécurité dans les établissements de détention – volet physique	Ministère de l'Emploi et de la Sécurité sociale	1 846,27
		Graphica Impression Inc. - affiche lutrin	87,65
Conférence de presse	Conférence de presse du ministre François Bonnardel le 3 juin 2025 à l'Établissement de détention de Québec pour l'annonce de mesures de sécurité dans les établissements de détention – volet technologique	Ministère de l'Emploi et de la Sécurité sociale	933,00
		Graphica Impression Inc. - affiche lutrin	87,65
Cérémonie de reconnaissance	Cérémonie de reconnaissance pour les constables spéciaux le 10 juin 2025 au palais de justice de Longueuil	Graphica Impression inc. - cadre	35,00

Question **002**

Suite

		Rémy Boily photographe	375,00
		De Serres - achat de cadres pour constables	402,34
Cérémonie de reconnaissance	Cérémonie de remise de décorations et de citations policières le 12 mai 2025 à l'École nationale de police du Québec, à Nicolet, dans le cadre de la Journée de reconnaissance policière	Les copies de la Capitale - impression de cahiers souvenir	370,21
		Pontbriand 9306-3238 Québec inc. – gravure de médailles	589,00
		Daniel Jalbert Photographe	435,00
		Fraiche traiteur urbain	11 139,07
		De Serres - encadrements	99,98
		Graphica – impression de citations	35,00
Cérémonie de reconnaissance	Cérémonie de remise de médailles et de citations le 6 octobre 2025 au Palais Montcalm dans le cadre de la Journée nationale de reconnaissance des pompiers et pompières	Labrie traiteur raffiné	4 489,34
		Productions Hugues Pomerleau - service artistique de la pianiste Ariane Langevin	550,00
		Pontbriand 9306-3238 Québec inc. – gravure des médailles	574,00
		R2M Trophée - plaques	427,50
		Purolator - envoi d'une barrette à un lauréat	4,60

Question **002**

Suite

		Les copies de la Capitale - impression des cahiers souvenir	491,40
		Stéphane Morin - cornemuseur	825,00
		Marie-Josée St-Laurent - animation	190,00
		Louise Leblanc - photographe	470,00
		Palais Montcalm	5 120,70
		Créapub - boîtes	625,52
Cérémonie de reconnaissance	Cérémonie de remise des médailles pour les policiers autochtones à l'hôtel Entourage-sur-le-Lac, à Québec, le 12 juin 2025 dans le cadre du Colloque des directeurs de police autochtones du Québec	Les copies de la Capitale – impression de cahiers souvenir	366,35
		Anglocom – traduction d'un mot du ministre	225,00
		Littera Cendrine Audet - révision linguistique d'un mot du ministre	23,00
		Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuit du Québec – organisation de l'événement (photographe, banquet pour dignitaires et services techniques)	5 694,80

Au 31 janvier 2026

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **003**

La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :
Organisée par le ministère ou l'organisme :
a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
b) le but recherché par chaque dépense;
c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie;
Données par un professionnel ou une firme externe :
d) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027;
e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu;
h) le but visé par chaque dépense;
i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23).¹

Fournisseur (ministère/organisme/firme)	But visé	Coût (\$)
Aucune		

Au 31 janvier 2026

¹ Veuillez vous référer à la question 000.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **004**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2025-2026, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca/>

Nom du professionnel ou de la firme ayant bénéficié d'un contrat de services	Objet	Coût (\$)
Bureau du sous-ministre		
Cofomo	Services professionnels en matière de gestion documentaire	1 995
Benoît Boivin	Membre externe du Comité d'audit interne	1 610
Daniel Viviers	Membre externe et président du Comité d'audit interne	5 863
Gilles Bernier	Membre externe du Comité d'audit interne	1 610
Marc Ouellet	Membre externe du Comité d'audit interne	1 610
Sylvie Barcelo	Services administratifs	5 000
École nationale d'administration publique	Financement de services offerts par le Secrétariat aux emplois supérieurs aux titulaires d'un emploi supérieur en matière de développement et d'accompagnement	9 350
Direction des communications		
Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)	Mise en œuvre de la Loi sur la sécurité civile – Kiosque au Congrès de l'ADMQ 15 et 16 mai 2025	2 400,00

Question **004**

Suite

Union des municipalités du Québec (UMQ)	Mise en œuvre de la Loi sur la sécurité civile – Kiosque aux assises de l'UMQ 15 et 16 mai 2025	4 500,00
Inscript event - pour la Fédération québécoise de municipalités (FQM)	Mise en œuvre de la Loi sur la sécurité civile – Kiosque au congrès de la FQM - 25 au 27 septembre 2025	3 485,00
MESS	Mise en œuvre de la Loi sur la sécurité civile 15 et 16 mai 2025 – Kiosque au Congrès de l'ADMQ	1 129,90
Hôtel Travelodge Québec	Démarches de refonte de la Loi sur la sécurité incendie – Kiosque et location de salle – 17 et 18 septembre 2025	9 649,70
Françoise Guénette	Animation - Journées thématiques en sécurité incendie – 17 et 18 septembre 2025	3 300,00
Entourage sur-le-Lac	Location de salle, service traiteur et location d'équipements audiovisuels - Rencontres sur la violence liée aux armes à feu et aux groupes criminels du 26 et 27 mai 2025. Note : Contrat financé par le gouvernement fédéral (Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (FACVAFG))	11 355,62
Groupe Contex inc.	Journée de l'emploi de Laval du 20 mars – Location de salle ou kiosque - Stratégie d'attraction du personnel	1 684,15
Groupe Contex inc.	Journée de l'emploi de Sherbrooke du 3 mai 2025- Location de salle ou kiosque - Stratégie d'attraction du personnel	1 684,15
Groupe Contex inc.	Journée de l'emploi de Laval du 18 septembre 2025 - Location de salle ou kiosque - Stratégie d'attraction du personnel	1 684,15
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Salon de l'immigration et de l'intégration – Palais des congrès de Montréal - 29 et 30 octobre 2025 - Location de salle ou kiosque - Stratégie d'attraction du personnel	2 911,40
Graphica Impression	Impression - Stratégie pour la prévention du suicide chez le personnel du domaine de la sécurité publique	2 061,65

Question **004** Suite

Terrance Hughes	Traduction article scientifique pour l'Atelier international sur les glissements de terrain dans les argiles sensibles	2 704,24
Labrie traiteur raffiné	Traiteur - Journée nationale de reconnaissance des pompiers et pompières	4 489,34
Palais Montcalm	Salle - Journée nationale de reconnaissance des pompiers et pompières	5 120,70
Cogitexte	Traduction d'un Guide d'interprétation – Programme d'aide financière pour les particuliers (sécurité civile)	4 872,90
Anne McBryde Traduction	Traduction d'un bilan - Évaluation du projet Pathway pour les corps de police autochtones	1 048,42
Cogitexte	Traduction pour les communautés autochtones – Consultation - Exploitation sexuelle	1 393,34
Cogitexte	Traduction d'une pratique policière - Cannabis	1 290,07
Cogitexte	Traduction rapport d'inspection Naspaki	3 572,59
Anne McBryde Traduction	Traduction des normes du Programme québécois de lutte à la criminalité	1 671,05
Marilou Gagnon-Thibault	Révision de documents du Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes (CEGRIM)	1 560,00
Cogitexte	Traduction de pratiques policières	1 076,63
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Traduction de règlement	436,62
Proactif	Montage graphique - Rapport sécurité incendie	3 150,00
Proactif	Montage graphique - Rapport annuel de gestion	3 150,00
Fraîche traiteur urbain	Traiteur pour la Journée de reconnaissance policière	11 139,07
Anne McBryde traduction	Traduction d'un rapport d'inspection pour le corps de police de Kitigan Zibi	1 233,10
Cogitexte	Traduction – Document sur la cartographie des glissements de terrain pour les communautés du Nunavik	1 906,70

Question **004** Suite

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Conférence de presse à l'Établissement de détention de Rivière-des-Prairies (matériel et logistique)	1 846,27
Anne McBryde traduction	Traduction – Rapport sur les interpellations policières	1 842,43
Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) – Les Évadés	Création, mise en œuvre, production publicitaire - Campagne Exploitation sexuelle des mineurs	4 493,50
Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) - Cossette média	Placement média - Campagne Exploitation sexuelle des mineurs	3 039,55
Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) - Cossette média	Placement média - Semaine de la prévention des incendies	2 024,34
Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) - Cossette média	Placement média – Service d'immatriculation des armes à feu	1 015,21
Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) - Cossette média	Placement média - Semaine de la prévention des incendies	2 000,00
Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) - Cossette média ¹	Placement média - Semaine de la prévention des incendies	34 561,00
Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) - Cossette média	Placement média - Campagne Exploitation sexuelle des mineurs	1 080,00
Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) - Les Évadés	Renouvellement frais de talent - Campagne Exploitation sexuelle des mineurs	2 763,88
Anglocom	Traduction – Politique - Police de proximité	3 372,80
Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuit du Québec	Organisation de la cérémonie de remise des médailles pour les policiers autochtones (photographe, banquet et services techniques)	5 694,80
Influence communications	Revue de presse écrite	24 618,92
Influence communications	Revue des médias électroniques	12 211,61

Question **004**

Suite

Sous-ministériat des services correctionnels		
4494636 Canada (Lavage mobile national)	Service de nettoyage de véhicules de transport	9 705
9106-7199 Québec	Service d'hébergement pour la libération de personnes incarcérées	1 990
9388-4633 Québec (Taxi 132)	Service de transport pour la libération de personnes incarcérées	5 043
Alimentation Claudin Dassylva	Service de restauration - Livraison de repas pour agents de service correctionnels lors d'accompagnement de détenus dans les palais de justice ou dans les hôpitaux car le personnel doit rester sur place	5 664
Arenas, Juan-Pablo	Service d'interprète	7 340
Aréo-Feu	Service d'entretien des équipements contre les incendies	11 018
Association canadienne pour la santé mentale section Saguenay	Service d'évaluation spécialisée	7 800
Au Cajibi	Service de restauration - Livraison de repas pour agents de service correctionnels lors d'accompagnement de détenus dans les palais de justice ou dans les hôpitaux car le personnel doit rester sur place	11 472
Autobus Maheux ¹	Service de transport pour la libération de personnes incarcérées	43 826
Bardoul, Évelyne	Service d'interprète	8 155
Bellemare, François	Service d'entretien et de réparation des équipements alimentaires	3 360
Blain, Virginie	Service d'évaluation spécialisée	7 800
Blanchette, François	Service d'évaluation spécialisée	2 600
Boivin, Stéphane	Service d'évaluation spécialisée	14 313
C.F.H. Sécurité	Service d'entretien des équipements contre les incendies	4 044
Caillé, Stéphanie	Service d'évaluation spécialisée	15 198
Cargair ¹	Service de transport aérien pour personnes incarcérées	50 185

Question **004**

Suite

Caroll, Chantal	Service d'évaluation spécialisée	1 530
Centre d'affûtage Bertoldi	Service d'entretien et de réparation des équipements alimentaires	1 940
Centre de Location G.M.	Service de location d'équipements	2 556
Centre de Plongée du Lac	Service d'entretien des équipements contre les incendies	1 751
Centre d'Évaluation et de Traitement des agressions sexuelles [Parent-Unis Laurentides]	Service d'évaluation spécialisée	8 760
Centre d'Intervention en Violence, Agressions Sexuelles Montérégie	Service d'évaluation spécialisée	6 700
Centre Ex-Equo	Service d'évaluation spécialisée	16 900
Centre multiethnique de Québec	Service d'interprète	1 185
Chatigny	Service d'entretien et de réparation d'appareils électroménagers	7 788
Chez Freddy Pizzeria	Service de restauration - Livraison de repas pour agents de service correctionnels lors d'accompagnement de détenus dans les palais de justice ou dans les hôpitaux car le personnel doit rester sur place	11 156
Choquette - CKS	Service d'entretien et de réparation des équipements alimentaires	16 394
Chrétien, Maxime	Service d'évaluation spécialisée	2 830
Chrétien, Myriam	Service d'évaluation spécialisée	2 625
Clinique l'Alternative	Service d'évaluation spécialisée	2 600
ConnecTic	Service d'entretien et de réparation en télécommunication	2 813
Connex Québec	Service d'entretien et de réparation d'équipements de communication	4 850
COOP des Propriétaires de Taxi de Laval ¹	Service de transport pour la libération de personnes incarcérées	31 108
Coopérative de Taxis de Montréal	Service de transport pour la libération de personnes incarcérées	5 209
Côté, Jean-Guy	Service d'évaluation spécialisée	3 134

Question **004**

Suite

Création Mashk	Service d'ajustement et de réparation de vêtements	2 079
Crown Chariots Élévateurs	Service d'entretien et de réparation divers	4 038
Dalex Jacar Lavexco	Service d'entretien et de réparation d'appareils électroménagers	1 604
Demichelis, Alixia	Service d'évaluation spécialisée	3 022
Denis, Robert	Service d'évaluation spécialisée	1 500
Desjardins, Chloé	Service d'évaluation spécialisée	10 951
Électroménagers Naud Service	Service d'entretien et de réparation d'appareils électroménagers	2 460
Entreprises Bernard Caron, Les ¹	Service d'entretien et de réparation des équipements alimentaires	43 847
Équipements Berbour, Les	Service d'entretien et de réparation des équipements alimentaires	3 744
Équipements de buanderie JB, Les (9477-6473 Québec)	Service d'entretien et de réparation d'appareils électroménagers	6 880
Étude Légale N. Touma	Service juridique	3 618
Everguard Fire-Safety	Service d'entretien des équipements contre les incendies	1 174
Garage Desjardins & Fils (2549-2141 Québec)	Service d'entretien et de réparation de véhicules	1 368
GardaWorld Systèmes de Sécurité	Service de transport de valeur	15 262
GFL Environmental	Service de gestion des déchets	2 804
Gingras, Caroline	Service d'évaluation spécialisée	1 660
GNL technologies	Service d'entretien et de réparation en télécommunication	9 170
Go Zero Recycle	Service de gestion des déchets	1 467
Groupe D'Équipements Alimentaires Hobart du Canada ¹	Service d'entretien et de réparation des équipements alimentaires	48 435
Groupe Ohméga	Service d'entretien et de réparation des équipements alimentaires	1 701
Groupe Qualinet ¹	Service de nettoyage et de désinfection	28 739

Question **004**

Suite

Guerra, Bruno Nicolas	Service d'interprète	7 320
Harvey métal	Service d'entretien et de réparation des équipements alimentaires	1 442
Heritage Food Service Group of Canada Limited	Service d'entretien et de réparation des équipements alimentaires	7 710
I.D. Logique	Service d'internet	2 910
Inoxtal	Service d'aménagement, d'entretien et de réparation d'immeubles	3 770
Intercar	Service de transport pour la libération de personnes incarcérées	1 800
Interprétation signes et paroles	Service d'interprète	1 531
Kativik Régional Government (Tamaani)	Service d'internet	18 000
Keleny ¹	Service d'interprète	34 938
L'Accueil d'Amos	Service d'hébergement pour la libération de personnes incarcérées	22 728
Lajoie Réfrigération	Service d'entretien et de réparation des équipements alimentaires	1 947
Lamotte, Frédéric	Service d'interprète	1 023
Langelier, Julie ¹	Service d'évaluation spécialisée	72 800
Laroche, Francis	Service d'évaluation spécialisée	5 200
Ledoux, Stéphanie	Service d'évaluation spécialisée	1 300
Louise Martin interprète LSQ-Français	Service d'interprète	2 253
Maison pour Femmes Immigrantes	Service d'interprète	3 273
Marconair	Service d'entretien et de réparation des équipements alimentaires	5 261
Mari-Max Électrique	Service de construction, de réparation et d'entretien d'immeubles	1 440
Milan, Robert	Service d'entretien et de réparation d'appareils électroménagers	5 715
Morneau, Mélanie	Service d'évaluation spécialisée	1 300

Question **004**

Suite

Ndacasaba, Steve	Service d'interprète	1 096
Nguyen Truong, Thinh	Service d'interprète	2 019
NUMEA	Service juridique	3 969
Obéji, Anouar	Service d'interprète	1 371
Panavidéo	Service de réparation et d'entretien d'équipements de sécurité	1 350
Peintures M.F.	Service d'aménagement, d'entretien et de réparation d'immeubles	2 800
Poirier, Linda	Service d'ajustement et de réparation de vêtements	4 800
Poissant, Marie-Sylvie	Service d'évaluation spécialisée	11 700
Produits de Sécurité Professionnels Corp.	Service de réparation et d'entretien d'équipements de sécurité	2 980
Protection incendie CFS	Service d'entretien des équipements contre les incendies	15 076
Protection incendie MCI	Service d'entretien des équipements contre les incendies	6 236
Protection incendie PC	Service d'entretien des équipements contre les incendies	2 598
Radio Carillon Taxi	Service de transport pour la libération de personnes incarcérées	9 826
Réfrigération des Chutes	Service d'entretien et de réparation des équipements alimentaires	6 414
Rénovation Simon Théroux	Service d'entretien et de réparation des équipements alimentaires	5 393
Réparation G. Richer	Service d'entretien et de réparation d'appareils électroménagers	1 670
Robichaud, Lucie	Service d'évaluation spécialisée	1 300
Rôtisseries Duhamel, Les	Service de restauration - Livraison de repas pour agents de service correctionnels lors d'accompagnement de détenus dans les palais de justice ou dans les hôpitaux car le personnel doit rester sur place	3 314
Roulottes de chantier J & D, Les	Service de location d'équipements	1 350
Sani-Fontaines	Service d'entretien et de réparation des équipements	4 508

Question **004**

Suite

Sani-John	Service de construction, de réparation et d'entretien d'immeubles	3 120
Sectus Technologies	Service d'installation, d'entretien et de réparation de système de sécurité	2 725
Sécreforce Transport de Valeurs	Service de transport de valeur	3 900
Sécurité Mahikan	Service de transport de valeur	6 000
Sécurité Maska	Service d'entretien des équipements contre les incendies	5 044
Serge Belley Ameublement de bureau	Service d'entretien et de réparation d'équipements de bureau	3 010
Service d'Interprétation Visuelle et Tactile du Montréal-Métropolitain	Service d'interprète	2 200
Service d'interprète, d'aide et de référence aux immigrants	Service d'interprète	17 081
Service Équipement Alimentaire Rondeau	Service d'entretien et de réparation des équipements alimentaires	1 815
Service Gibeault	Service d'entretien et de réparation des équipements alimentaires	21 869
Service régional d'interprétariat de l'Est du Québec	Service d'interprète	1 170
Service-Équipement-Cuisine-Montréal	Service d'entretien et de réparation des équipements alimentaires	3 965
Services d'entretien Suluk	Service de buanderie et nettoyage	6 690
Simplex location d'outils	Service de location d'équipements	1 058
Site Intégration Plus	Service d'entretien et réparation de matériels informatiques et bureautiques	2 952
Société en commandite transport de valeurs GARDA ¹	Service de transport de valeur	79 563
Sogitex services	Service d'entretien et de réparation des équipements alimentaires	6 993
Solotech	Service d'entretien et de réparation d'équipements de communication	1 455
Solutions d'identification W.H.B.	Service d'installation, d'entretien et de réparation de système de sécurité	2 804
SOS Appareils ménagers (2013)	Service d'entretien et de réparation d'appareils électroménagers	1 352
SPI Santé Sécurité	Service d'entretien des équipements contre les incendies	4 617

Question **004** Suite

Stantec Experts-Conseils	Service d'installation, d'entretien et de réparation de système de sécurité	7 432
Stephenson, Randolph	Service d'évaluation spécialisée	2 600
Taxi 24	Service de transport pour la libération de personnes incarcérées	3 044
Taxi Allard	Service de transport pour la libération de personnes incarcérées	3 100
Taxi d'Amos	Service de transport pour la libération de personnes incarcérées	13 986
Taxi Régal	Service de transport pour la libération de personnes incarcérées	2 551
Taxi Rivière du Nord	Service de transport pour la libération de personnes incarcérées	20 335
Taxi Rod ¹	Service de transport pour la libération de personnes incarcérées	34 056
Taxis 800 de Rimouski, Les	Service de transport pour la libération de personnes incarcérées	3 141
Taxis COOP de la Mauricie 1992	Service de transport pour la libération de personnes incarcérées	8 682
Taxis Coop Québec	Service de transport pour la libération de personnes incarcérées	3 057
Taxis de Sherbrooke, Les ¹	Service de transport pour la libération de personnes incarcérées	48 900
Taxis Stéphane Lavoie, Les ¹	Service de transport pour la libération de personnes incarcérées	56 561
Taxis Unis Baie-Comeau	Service de transport pour la libération de personnes incarcérées	1 267
Thach, Hai	Service d'interprète	2 644
Titley, Steve ¹	Service d'évaluation spécialisée	167 857
TML Electric	Service d'entretien et de réparation d'appareils électroménagers	2 315
Traductions Apatakaa	Service d'interprète	18 270
Tran, Pierre (interprète)	Service d'interprète	1 104
Transport A. Nadeau	Service de transport adapté pour personnes incarcérées	4 466
Transport Valois	Service de transport de marchandises	1 133

Question **004** Suite

TST-CF Express	Service de transport de marchandises	7 797
Unisson Formations	Service de formation	13 350
VITA Detection	Service de réparation et d'entretien d'équipements de sécurité	9 180
Voyages Abitibi ¹	Service de transport aérien pour la libération de personnes incarcérées	639 291
Voyages Tour-Monde, Les	Service de transport aérien pour la libération de personnes incarcérées	19 262
Voyages Vasco des Eskers ¹	Service de transport aérien pour la libération de personnes incarcérées	58 753
YRH	Service d'analyse de données	18 650
Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie		
ACL Estimation inc.	Service d'expertise en sinistre	3 500
Agence Médiapresse inc.	Service de rédaction	15 750
Agora communication	Service de gestion d'événement - Organisation du 3 ^e Atelier international sur les glissements de terrain dans les argiles sensibles (AIGTAS 2025)	2 874
Banquette Dépôt	Services de montage et d'installation d'ameublement	2 691
Cégep de Sainte-Foy	Service de formation	1 750
Club de Voyages Bellaventure	Service d'agence de voyages	1 285
Club Voyages Les Iles	Service d'agence de voyages	2 310
Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.	Service de vérification comptable	24 750
FormaSecours Plus inc.	Services de formation en secourisme	1 024
Laflamme équipements industriels inc.	Services de montage et d'installation d'ameublement	1 024
Services Langagiers MGT	Services de révision linguistique pour le Portrait des usages du St-Laurent	1 560
Société canadienne de la Croix-Rouge	Services de formation – Camps de qualification de la Réserve d'intervention d'urgence en sécurité civile	3 295

Question **004** Suite

Société de Protection des Forêts Contre le Feu	Services de formation – Camps de qualification de la Réserve d'intervention d'urgence en sécurité civile	5 614
Voyages Odyssée	Service d'agence de voyages	1 782
Sous-ministériat des affaires policières et des sciences judiciaires		
AlSCO Canada Corporation	Location et nettoyage de vêtements de laboratoire	13 190
Biron sante en entreprise S.E.C.	Analyses de laboratoire - services de laboratoire de chimie analytique, de biologie et de microbiologie	1 835
Busch Vacuum Technics inc.	Services d'entretien et de réparation pour fournitures et équipements de laboratoire	1 646
Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec	Analyses de laboratoire - services de laboratoire de chimie analytique, de biologie et de microbiologie	532
Centre hospitalier de l'Université de Montréal	Analyses de laboratoire - services de laboratoire de chimie analytique, de biologie et de microbiologie	1 772
Christie Innomed inc.	Service d'entretien et support de matériel informatique - licences PACS Synapse de Fujifilm (serveur de radiographies numériques)	18 165
Clinique DenT-R dentistes inc.	Service professionnel de consultation en odontologie judiciaire	14 610
Conseil canadien des normes	Contrôle de la qualité	2 500
Cotton, Jim (médecin)	Service professionnel en odontologie	10 396
Courtage BGL Itée	Services de courtiers en douane	7 140
Derek M., Draft (denturologiste)	Services en odontologie judiciaire / Laboratoires médicaux	11 792
Dumas, Mélanie (dentiste)	Analyses de laboratoire - services de laboratoire de chimie analytique, de biologie et de microbiologie	12 582
Eppendorf Canada Ltd.	Services d'entretien et de réparation pour fournitures et équipements de laboratoire	500
Fédéral Express Canada	Transport de courrier et de marchandises	5 042

Question **004** Suite

Fonds SRS - Établissement de Détention de Sherbrooke	Services d'emballage et de manutention	16 520
Forensic Testing Services	Analyses de laboratoire - services de laboratoire de chimie analytique, de biologie et de microbiologie	3 051
Forentrics BV	Licence informatique	14 334
François Goupil Développement de marchés inc.	Services d'entretien et de réparation pour fournitures et équipements de laboratoire	2 148
Garage Bilodeau [2003] inc.	Services d'entretien auto	988
Hôpital Sainte-Justine	Analyses de laboratoire - services de laboratoire de chimie analytique, de biologie et de microbiologie	7 475
Integra Biosciences Corp.	Calibration selon la norme ISO	3 415
Keir Surgical Ltd.	Services d'entretien et de réparation pour fournitures et équipements de laboratoire	476
Lacoursière inc.	Analyses de laboratoire - services de laboratoire de chimie analytique, de biologie et de microbiologie	600
Leica Microsystems Canada	Services d'entretien et de réparation pour fournitures et équipements de laboratoire	7 096
M2D Leadership	Analyses de laboratoire - services de laboratoire de chimie analytique, de biologie et de microbiologie	1 500
Manthei Mess Systeme	Licence informatique	937
Mettler Toledo	Calibration selon la norme ISO	3 246
NIRLAB Forensics Sàrl	Licence informatique	644
NMS Labs	Analyses de laboratoire - services de laboratoire de chimie analytique, de biologie et de microbiologie	18 611
Optotechnique	Calibration selon la norme ISO	5 020
Planète Courrier inc.	Transport de courrier et de marchandises	2 678
Postes Canada	Transport de courrier et de marchandises	2 312

Question **004**

Suite

Proto Manufacturing Ltd.	Licence informatique	13 535
Receveur général du Canada (Santé Canada)	Services d'entretien et de réparation pour fournitures et équipements de laboratoire	823
Reference Materials and Calibration Standards Canada (RMCS Canada)	Calibration selon la norme ISO	1 379
Sauvé, Tandy	Analyses de laboratoire - services de laboratoire de chimie analytique, de biologie et de microbiologie	18 318
Silver Star Montréal	Services d'entretien auto	2 259
Somagen Diagnostics inc. (Edmonton)	Services d'entretien et de réparation pour fournitures et équipements de laboratoire	9 502
Technologies Forensic [Canada] inc., Les	Services d'entretien et de réparation pour fournitures et équipements de laboratoire	22 160
Tektronix Canada inc.	Calibration selon la norme ISO	3 380
Traduction Proteus inc.	Services de traduction	802
Transcat Canada inc.	Calibration selon la norme ISO	6 207
Transports Lacombe inc., Les	Transport de courrier et de marchandises	2 190
Tremblay, André (054)	Services de témoins experts	4 667
Trescal Canada inc.	Calibration selon la norme ISO	643
Triumvirate Environmental [Canada], inc.	Gestion environnementale	7 893
Van Der Meer, Dirk (médecin)	Service professionnel de consultation en odontologie judiciaire	945
VWR International	Calibration selon la norme ISO	10 705
Sous-ministériat des services de sécurité		
CNW Group Ltd	Service d'abonnements Eureka	6 824
DLB Avocats	Service d'avocats pour la défense de constables spéciaux lors d'une poursuite en matière civile dans le cadre de leur travail.	20 877

Question **004** Suite

Sous-ministériat des services à la gestion		
9537-4633 Québec inc.	Services professionnels en communication	1 937
Akl Moanack, Paola Maria	Psychologue	2 124
Assaa Nguetack, Sylvestre René	Services juridiques – droit familial	1 920
Baril, Denise	Psychologue	1 440
CBI santé - St-Étienne Excellence Physio et Réadaptation	Réadaptation physique	1 800
CISMUF: Centre interdisciplinaire soins pour métiers d'urgence et familles inc.	Services juridiques - droit familial	6 750
Deshaies, Anne	Psychologue	1 040
Ducasse, Monice	Psychologue	1 500
Dupré, Nicole	Psychologue	1 400
Équipe psychologique	Psychologue	2 470
Expertise Neurosciences inc.	Cabinet de médecin	6 381
GO RH inc.	Services de ressources humaines	1 233
Groupe Santé Physimed inc.	Cabinet de médecin	1 144
Houle, Sylvie	Psychologue	1 120
Institut de recherches psychologiques	Recrutement de personnel	6 593
Litalien, Mélanie	Services juridiques - droit familial	1 762
Maison La Vigile	Psychothérapie	12 000
Maltais, Manon	Psychologue	2 850
Marie-Claude Pedneault, psychologue inc.	Psychologue	1 085

Question **004**

Suite

Proulx, Lucie	Psychologue	1 080
Revenu Québec	Administration des affaires	8 871
Savard, François	Psychologue	3 000
Sécurimed inc.	Cabinet de médecins	23 833
Veilleux, Rachel	Psychologue	1 380
Vincent Ergonomie inc.	Physiothérapie	2 125
Vincent, David	Psychologue	2 470
Albert, Joanie	Services juridiques	450
Assaa Nguefack, Sylvestre René	Psychologue	800
Beaudoin, Luc	Psychologue	595
Beumier, Guylaine	Travailleuse sociale	360
Bélanger, Claudya	Services juridiques	400
Blais-Bergeron, Marie-Hélène	Services juridiques	800
Bouchard, Fanny	Travailleuse sociale	390
Brassard, Pierre	Psychologue	770
Brisebois, Véronique	Psychologue	590
Careau, Paul	Psychologue	770
CBI Limited	Thérapie	560
CBI santé - St-Étienne Excellence Physio et Réadaptation	Physiothérapie	1800
Chaussé, Isabelle	Psychologue	800
Clinique de psychologie de Québec	Psychologue	1600

Question **004**

Suite

Clinique E-novatrice inc.	Services juridiques	250
Clinique JF Savary inc.	Psychologue	760
Clinique Mélanie Bilodeau Psychoéducation, La	Psychologue	261
Côté, Lise	Psychologue	520
Couillard, Lyne	Psychothérapeute	725
Dallaire-Habel, Samuele	Neuropsychologue	345
Deuil-Jeunesse	Psychologue	710
Duchaine, Virginie	Psychologue	845
Duchesne, Maryse	Psychologue	360
Ducore Expertise inc.	Expertise médicale	15 475
Ergo Réadaptation Distinction inc.	Physiothérapie	1 386
Examed Clinique Travail Santé inc.	Expertise médicale	4 150
Expertise Neurosciences inc.	Neuropsychologue	5 550
Gagnon, Nancy	Psychologue	1 040
Gélineau, Charles	Psychothérapeute	280
Laberge, Geneviève	Psychologue	260
Germain Bédard, Maryline	Psychologue	800
Hamel, Marie-Julie	Psychothérapeute	1 600
Hénault, Linda	Psychologue	600
Institut de recherches psychologiques	Tests psychométriques	5 735
Joubert, Élyse	Psychologue	330

Question **004** Suite

Knobel, Lucien	Services juridiques	285
Laflamme, Lyne	Psychologue	260
Lalonde, Marie-Claire	Psychologue	250
Lepage, Nancy	Psychologue	270
Lévesque, Chantal	Services juridiques	250
Maltais, Élizabeth	Psychologue	1 190
Marie-Christine Laplante inc.	Psychologue	750
Mathieu, Isabelle	Psychologue	490
Naud, Marie-Claude	Psychologue	420
Ouellet, Carole	Psychologue	550
Paré, Charles	Psychoéducateur	390
Perrier-Léonard, Delphine	Psychologue	280
Plante-Jean, Marie-Andrée (Centre de psychologie Limoilou)	Psychologue	800
Proulx, Catherine	Psychologue	1 035
PSYC4 inc.	Psychologue	465
PsyLise inc.	Psychologue	1 600
Renaud, Claude-Michèle	Psychologue	500
Saccade inc.	Psychologue	300
Saint-Pierre, Dominique	Psychologue	1 140
Santoyo, Catalina	Psychologue	420
Savard, François	Psychologue	1 600

Question **004**

Suite

Schmitz-Lacroix, François-Xavier	Travailleur social	300
St-Pierre, Michelle	Services juridiques	650
Thérapsy inc.	Psychothérapie	800
Tracy, Éthel	Psychologue	455
Verfaillie, Alexandrie	Psychologue	320
Vézina, Lucie	Psychologue	390
Vincent Ergonomie inc.	Physiothérapie	1848
Woods, Jamie	Neuropsychologue	800
Amélio inc.	Sondage de mobilisation au sein du ministère	21 150
141273 Canada inc. (Monette Express [Québec])	Service de déménagement – Ordures et recyclage du matériel (du Marais)	15 470
9205-6126 Québec inc.	Équipage d'expédition, déménageurs, chauffeur et camion cube	1 299
9205-6126 Québec inc.	Recyclage	1 381
9205-6126 Québec inc.	Service de déménagement - Milieu de travail axé sur l'expérience-employé	2 442
9205-6126 Québec inc.	Déménagement du 455 du Marais vers 2525 Laurier	1 000
9205-6126 Québec inc.	Service de déménagement - Milieu de travail axé sur l'expérience-employé du 02 juin 2025	2 664
9205-6126 Québec inc.	Service de déménagement - Milieu de travail axé sur l'expérience-employé du 30 mai 2025	1 092
BCL Purificateurs d'eau inc.	Service d'entretien de plomberie	1 740
Beneva inc.	Demande d'agents de sécurité pour surveillance	1 033
Beneva inc.	Service de peinture - Peinture du plancher de la génératrice	3 901
Beneva inc.	Service de réparation - Travaux sur la génératrice au toit et refaire joints	2 209
Commsoft Technologies inc.	Soutien technique - application FIDELIO	11 000

Question **004**

Suite

GDI Services [Québec] S.E.C.	Entretien ménager - Surplus de ménage suivant les travaux au 6 ^{ième} étage Saint-Laurent	1 681
Hypertec Systèmes inc.	Nettoyage de salles de câblage	1 187
Raysource inc.	Déménagement et recyclage des installations de système de rangement du 455 du Marais	3 270
Sécuritas Technologie Canada	Maintenance des équipements de sécurité physique	17 097
Société québécoise des infrastructures (SQI)	Fournir et faire l'installation d'une fenêtre coulissante	15 633
Supremex inc.	Services d'impression d'enveloppe avec logo MSP (enveloppes pour des convocations à la cour)	9 350
9166-6156 Québec inc. (Techlift)	Transpalette Hangcha	3 750
Atelier du Chef, L'	Braisière	24 773
Ateliers de l'E.D.Q., Les	Armoire pour vestes pare-balles	19 156
Ateliers de l'E.D.Q., Les	Armoire pour vestes pare-balles	9 358
Ateliers de l'E.D.Q., Les	Table de séjour ronde avec chaises	3 747
Best Buy Canada Ltd	Projecteur VIEWSONIC	1 357
Bouty inc.	Chaises de bureau	1 848
Cardio Choc inc.	Défibrillateurs	4 632
Coinamatic Commercial Laundry Inc.	Laveuses commerciales	22 429
Dalex Jacar Lavexco	Laveuses	6 460
Dronexperts inc.	Drones pour formation	18 234
Entreprises Tzanet inc., Les	Chariot d'enfournement	6 485
Entreprises Tzanet inc., Les	Hache viande	9 285
Fisher Scientific Company	Ensemble de 6 pipettes Eppendorf Research Plus	9 630
Fisher Scientific Company	Scelleurs de vials (2)	3 730

Question **004**

Suite

G. Doyon Cuisine inc.	Chariots à angle pour plaque	22 634
Jarmicos (9453-1621 Québec inc.)	Laveuses	11 783
Lalema inc.	Chariots à bascule	2 158
LavXel	Laveuses	7 420
LavXel	Sécheuses	3 412
Meublek	Laveuse	6 598
Mobilier 2000 (2437-9844 Québec inc.)	Sécheuse	1 030
Novexco inc. (Hamster)	Papier d'impression haut volume	1 113
Peak Scientific Canada ltd.	Générateur d'hydrogène	23 801
Postes Canada	Enveloppes XPRESSPOST certifiées	7 893
Royal Photo inc.	Nikon Z8 Camera / Panasonic Lumix FZ1000 Camera	11 622
Russell Food Equipment Limited	Mélangeur à immersion	2 000
Site Intégration Plus inc.	Casiers à clés électroniques	24 740
Systèmes de contrôle actif Soft DB inc.	Système de masquage sonore	15 731
Twenty20 Insight Inc.	Télémètre avec corrections balistiques	4 139
Uniform Works	Échantillons Vestes pare-balles (DGS)	10 435
Waters Limited	Ordinateur type LND	3 651

¹ Cumulatif de plusieurs contrats d'un montant de moins de 25 000 \$.
Au 31 janvier 2026

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **005**

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g), et i), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>. Pour les sous-questions c), h), j), k) et l) ces dernières ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Liste des pénalités appliquées	Nombre
Aucune pénalité	--

Au 31 janvier 2026.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **006**

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :
a) les coûts estimés par année;
b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
d) la liste des fournisseurs;
e) une copie du plan de déploiement.

Les sous-questions a) et e) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits ou elles sont déjà répondues par d'autres sous-questions de cette même question.
Pour la sous-question d), les informations concernant le catalogue du courtier en infonuagique et en technologies spécialisées est disponible sur Internet à l'adresse suivante:
<https://courtier-infonuagique.gouv.qc.ca/accueil>

Coût totaux réels pour l'hébergement de données	1 135 306 \$
Coût pour pénalités pour dépassement de capacité	0 \$

Au 31 janvier 2026

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **007**

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2025-2026, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Type de dépense	Coût (\$)
a) Dépenses de photocopie	538 448
b et c) Mobilier de bureau et ameublement	764 183
d) Décoration et embellissement	0
e) Distributeur d'eau de source	5 812
i) Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	5 205

Au 31 janvier 2026

Pour les sous-questions f), g), h) et j), les informations recherchées sont diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphes 16, 22 et 23). Pour les sous-questions f), g) et h), cette information est présentée globalement. Inscrire le lien Internet. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **008**

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2025-2026, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires;
- f) le coût d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

Pour les sous-questions a), f), g) et h), l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25). Lien : [Dépenses du ministère](#)

Type de dépense – Appareils mobiles	Coût (\$)
b) Coût des frais d'itinérance	15 447
c) Coût lié aux dépassements des forfaits de données	--
d) Coût de résiliation	5 078

Au 31 janvier 2026

¹ Veuillez-vous référer à la liste des sites Internet.

Question **009**

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
- c) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- d) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- e) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- f) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- g) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- h) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- i) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- j) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- k) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- l) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la Loi 15 sur le contrôle des effectifs.

La réponse à ces questions sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question **010**

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2025-2026 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Usage de l'espace occupé	Nom du locateur	Loyer mensuel (\$)	Aménagements depuis le 1 ^{er} avril 2025 (\$)
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	10 719	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	526	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	1 842	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	4 491	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	76 080	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	2 357	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	711	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	4 267	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	142 279	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	23 812	
Atelier	Société québécoise des infrastructures	8 991	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	761 710	3 466
Bureau	Société québécoise des infrastructures	1 059	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	1 061	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	6 816	

Question **010**

Suite

Bureau	Société québécoise des infrastructures	6 109	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	4 987	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	4 842	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	107 564	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	1 189	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	2 760	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	561	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	809	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	5 973	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	841	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	7 185	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	2 252	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	1 113	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	1 708	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	201	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	888	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	422	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	7 067	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	838	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	2 807	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	9 037	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	31 968	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	4 395	

Question **010** Suite

Bureau	Société québécoise des infrastructures	24 608	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	1 213	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	24 615	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	3 053	
Atelier	Société québécoise des infrastructures	7 952	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	296 845	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	17 130	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	4 110	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	14 060	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	716	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	331	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	9 327	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	32 772	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	1 590	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	799	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	1 430	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	646	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	4 582	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	5 498	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	4 703	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	17 842	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	4 129	

Question **010**

Suite

Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	4 014	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	2 039	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	7 293	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	3 798	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	1 560	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	15 019	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	813	
Bureau secondaire	Société québécoise des infrastructures	546	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	1 006	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	704	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	182	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	6 360	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	704	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	1 515	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	40 023	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	7 355	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	12 283	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	7 490	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	4 409	
Atelier	Société québécoise des infrastructures	61 897	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	137 972	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	53 335	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	495 008	22 597

Question **010**

Suite

Bureau	Société québécoise des infrastructures	286
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	14 631
Bureau	Société québécoise des infrastructures	2 833
Bureau	Société québécoise des infrastructures	9 117
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	30 623
Bureau	Société québécoise des infrastructures	2 760
Bureau	Société québécoise des infrastructures	671
Bureau	Société québécoise des infrastructures	1 313
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	911
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	2 899
Bureau	Société québécoise des infrastructures	603
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	2 987
Bureau	Société québécoise des infrastructures	1 952
Bureau	Société québécoise des infrastructures	1 009
Bureau	Société québécoise des infrastructures	406
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	41
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	18 511
Bureau	Société québécoise des infrastructures	1 892
Bureau	Société québécoise des infrastructures	7 919
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	260
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	29 158
Bureau	Société québécoise des infrastructures	2 440
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	344

Question **010**

Suite

Bureau	Société québécoise des infrastructures	10 237	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	345	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	10 500	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	5 159	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	2 891	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	107 722	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	28 933	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	7 088	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	2 407	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	26 737	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	20 948	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	3 143	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	22 362	
Atelier	Société québécoise des infrastructures	19 855	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	680 681	7 962
Bureau	Société québécoise des infrastructures	29 015	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	79 776	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	3 723	
Atelier	Société québécoise des infrastructures	2 044	
Laboratoire	Société québécoise des infrastructures	141 305	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	1 771	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	24 965	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	7 173	

Question **010**

Suite

Bureau	Société québécoise des infrastructures	6 270	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	4 397	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	47 312	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	21 269	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	1 471	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	152	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	7 169	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	18 862	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	11 400	14 296
Bureau	Société québécoise des infrastructures	91 086	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	22 487	
Atelier	Société québécoise des infrastructures	83 659	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	1 496 932	10 711
Bureau	Société québécoise des infrastructures	1 206	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	10 854	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	4 679	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	581	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	101 059	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	1 753	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	602	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	116 296	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	822	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	4 583	

Question **010**

Suite

Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	124 685	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	2 213	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	11 964	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	13 696	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	504	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	5 611	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	321 615	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	2 381	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	52 916	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	12 570	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	22 701	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	2 704	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	2 070	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	10 557	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	4 783	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	7 427	
Bureau secondaire	Société québécoise des infrastructures	11 963	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	10 919	
Entrepôt non-chauffé	Société québécoise des infrastructures	862	
Atelier	Société québécoise des infrastructures	66 396	
Laboratoire	Société québécoise des infrastructures	104 419	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	1 174 429	16 858
Bureau	Société québécoise des infrastructures	2 656	

Question **010**

Suite

Bureau	Société québécoise des infrastructures	4 098	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	68 553	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	13 871	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	165 366	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	6 647	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	10 241	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	11 521	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	1 251	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	9 192	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	305 507	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	6 226	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	596 528	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	37 078	11 752
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	114 438	39 695
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	3 420	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	4 575	4 716
Bureau	Société québécoise des infrastructures	7 660	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	9 067	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	9 786	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	1 331	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	984	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	248	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	18 263	

Question **010** Suite

Bureau	Société québécoise des infrastructures	3 482	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	9 165	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	3 579	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	2 003	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	8 469	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	452	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	1 049	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	12 272	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	595	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	4 591	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	219	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	8 361	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	14	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	956	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	36	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	278	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	20 972	7 365
Bureau	Société québécoise des infrastructures	1 601	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	5 360	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	13 707	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	953	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	574 724	2 876
Entrepôt non-chauffé	Société québécoise des infrastructures	1 963	

Question **010**

Suite

Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	38 108	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	5 441	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	391	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	288	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	13 699	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	13 410	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	1 632	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	7 231	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	51 427	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	3 989	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	16 943	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	602	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	221	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	7 538	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	33 867	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	745	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	174 440	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	4 578	
Atelier	Société québécoise des infrastructures	18 668	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	469 585	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	16 726	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	1 910	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	3 314	

Question **010**

Suite

Bureau secondaire	Société québécoise des infrastructures	2 713	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	9 061	
Atelier	Société québécoise des infrastructures	8 932	
Laboratoire	Société québécoise des infrastructures	61 809	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	170 194	2 939
Bureau	Société québécoise des infrastructures	9 644	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	4 652	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	149	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	23 611	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	1 060	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	410	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	314 488	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	25 536	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	1 273 404	2 494
Bureau	Société québécoise des infrastructures	3 563	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	5 649	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	1 394	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	7 602	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	156	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	16 685	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	542	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	447	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	2 843	

Question **010** Suite

Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	471	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	12 888	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	6 351	
Bureau secondaire	Société québécoise des infrastructures	2 748	
Atelier	Société québécoise des infrastructures	17 445	
Laboratoire	Société québécoise des infrastructures	104 894	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	223 790	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	25 529	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	3 133	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	859	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	13 759	
Entrepôt	Société québécoise des infrastructures	287	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	7 190	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	19 737	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	2 500	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	544	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	14 439	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	1 019	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	2 940	
Service spécialisé	Société québécoise des infrastructures	5 715	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	1 021	
Bureau	Société québécoise des infrastructures	425	

Question **010** Suite

La Société québécoise des infrastructures est le locateur des locaux occupés par le ministère de la Sécurité publique. Aucun coût de résiliation de bail n'a été imputé au ministère pour l'exercice financier 2025-2026 en date du 31 janvier 2026.

Pour les sous-questions a) l'emplacement de la location, b) la superficie totale pour chaque local loué, c) le coût total de ladite location et f) propriétaire de l'espace loué, l'information est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites Internet.

Question **011**

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) La valeur estimée de ceux-ci;
- c) Les coûts d'entretien annuel;
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **012**

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2025-2026, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

FOURNISSEURS	Coût (\$)
Côté Fleury	472
Sécuritas Technologie Canada	15 267
Total	15 739

Au 31 janvier 2026.

Question **013**

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2025-2026, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) la masse salariale totale par cabinet;
- e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- f) la prime de départ versée, le cas échéant;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question **014**

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2026-2027.

Au 31 janvier 2026, aucun personnel hors structure.

Question **015**

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2026-2027.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **016**

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2025-2026, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2026-2027.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **017**

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Au 31 janvier 2026, aucun personnel rémunéré par le ministère de la Sécurité publique et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **018**

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2025-2026, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégorie.

Abonnements	Fournisseur	Coût (\$)
Bureau du sous-ministre		
Accès à l'information loi annotée (Maj 62)	Thomson Reuters	191
Accès à l'information loi annotée (Maj 63)	Thomson Reuters	191
Accès à l'information loi annotée (Maj 64)	Thomson Reuters	191
MAJ annuelle - Code de procédure pénale annoté	Le Code Ducharme	159
MAJ 44 – Legal Aspect of Policing	Earlscourt Legal Press	190
MAJ 45 – Legal Aspect of Policing	Earlscourt Legal Press	190
Direction des communications		
Abonnement Podcast (graphisme)	Adobe	130
Adobe Stock (graphisme)	Adobe	1 050
Abonnement SoundCloud Music (banque de musique)	SoundCloud Global Limited & Co. KG	125
Abonnement CANVA (outil pour médias sociaux)	CANVA	174
Inscriptions aux bottins (pages bleues)	Bell Canada	612
Inscriptions aux bottins (pages bleues)	Société en commandite Télébec	333

Question **018** Suite

Eurêka (base de données d'articles de journaux et de médias audio-visuels pour la veille média)	Cision	7 245
Abonnements aux journaux régionaux en ligne (Le Nouvelliste, Le Droit, La Tribune, Le Quotidien, La Voix de l'Est, Le Soleil)	Les coops de l'information	110
Courrier parlementaire	Référence média	2 600
Sous-ministériat des affaires policières et des sciences judiciaires		
Revue Cibles - Format papier (revue)	Éditions Crépin-Leblond	58
RxVigilance, version complète et RxPhotosID (site internet)	Vigilance Santé	603
UpToDate Online 1 Year (site internet)	Wolters Kluwer	922
Australian Journal of Forensic Sciences (revue)	CRC Press - Taylor & Francis Group	2 216
ExpertPath pathologie (site internet)	Elsevier	1 915
FSR journal (revue)	Forensic Science Review	421
Journal of Analytical Toxicology Online (revue)	Oxford University Press	1 761
Rose and Goos, DNA: A Practical Guide Release No 1	Thomson Reuters Canada Limitée	652
Rose and Goos, DNA: A Practical Guide Release No 102	Thomson Reuters Canada Limitée	652
Abonnement AFTE - 2025-01-01 au 2025-12-31	Association of Firearm and Toolmark Examiners	143
Abonnement DocLine (site internet)	Health Sciences Library (Unity Health Toronto)	100
Abonnement CPS Médicaments (site internet)	Association des pharmaciens du Canada (APC)	468

Question **018**

Suite

Abonnement Forensic science International (revue)	Elsevier	6 365
Abonnement Forensic science International: Genetics (revue)	Elsevier	1999
Abonnement Science & Justice (revue)	Elsevier	1003
Abonnement NFPA Journal (revue et site internet)	National Fire Protection Association	225
Guide de l'auto (annuel)	Librairie indépendante (Librairie Zone Libre, ou autre soumissionnaire)	40
Sous-ministériat des services à la gestion		
Bulletin Gestion Plus	Mutuelle de prévention en relations professionnelles et gestion de l'invalidité	239
Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie		
Adhésion annuelle 2025 – Guide de gestion des risques d'accidents technologique majeurs	Conseil pour la réduction des accidents industriels majeurs (CRAIM)	400
Abonnement électronique au site web de Québec Municipal	Québec Municipal	820
Sous-ministériat des services correctionnels		
Code criminel annoté 2026	Thomson Reuters	340
Loi d'accès à l'information - Loi annoté MÀJ 62	Thomson Reuters	191
Loi d'accès à l'information - Loi annoté MÀJ 63	Thomson Reuters	191
Sous-ministériat des services de sécurité		

Question **018**

Suite

Globe and Mail	The Globe and Mail Inc.	320
X Premium	Twitter Inc.	89
New York Times	The New York Times	90
Eureka	CNW Group Ltd.	6 824

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **019**

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

	COÛT (\$)
Achat de billets de saison	0
Billets de spectacles ou événements sportifs et culturels	0
Réservation de loges	0
Billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce	0
Frais payés pour devenir membre d'un club privé ou autre	0

Au 31 janvier 2026

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **020**

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
- h) la fréquence moyenne de mise à jour;
- i) le responsable du contenu sur le site.

Site Internet du Tribunal administratif de déontologie policière (TADP)	
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	2024 : Refonte du site Web. Construit à l'interne par le personnel du ministère et des consultants externes.
Coûts de la construction du site :	57 415 \$
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	2025 : 2 532,09 \$ entretien
Combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?	Aucun contrat ni aucun coût Modifications mineures réalisées à l'interne
Les coûts liés à la réservation de noms de domaine	136,80 \$/an
Les coûts liés au certificat SSL	150 \$/an

Site Internet des Ateliers de l'EDQ	
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	2023 : Refonte du site web. Travail fait à l'interne uniquement.
Coûts de la construction du site :	24 375 \$
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	2025: 61,84 \$ entretien
Combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?	Aucun contrat ni aucun coût Modifications mineures réalisées à l'interne
Les coûts liés à la réservation de noms de domaine	130 \$/an
Les coûts liés au certificat SSL	220 \$/an

Question **020**

Suite

Site Internet de l'École Nationale des pompiers du Québec	
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	2025 : Refonte du site Web. Construit à l'interne par le personnel du ministère et des consultants externes.
Coûts de la construction du site :	64 804 \$
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	2025 : 7 366,08 \$ (entretien)
Combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?	Aucun contrat ni aucun coût Modifications mineures réalisées à l'interne
Les coûts liés à la réservation de noms de domaine	130 \$/an
Les coûts liés au certificat SSL	220 \$/an

Site Internet d'aide à l'utilisation de l'application GDE\Lims	
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	2023 : Le site a été construit à l'interne par le personnel du ministère.
Coûts de la construction du site :	Non disponible
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	2025 : 690,57 \$ entretien
Combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?	Aucun contrat ni aucun coût Modifications mineures réalisées à l'interne
Les coûts liés à la réservation de noms de domaine	130 \$/an
Les coûts liés au certificat SSL	220 \$/an

Site Internet jeunesse de la Sécurité civile	
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	2023 Le site a été construit à l'interne par le personnel du ministère
Coûts de la construction du site :	Non disponible
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	0 \$ entretien
Combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?	Aucun contrat ni aucun coût Modifications mineures réalisées à l'interne
Les coûts liés à la réservation de noms de domaine	130 \$/an
Les coûts liés au certificat SSL	220 \$/an

Question **020** Suite

Site Internet de la Régie des alcools, des courses et des jeux	
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	2025 : Refonte du site Web. Construit à l'interne par le personnel du ministère et des consultants externes.
Coûts de la construction du site :	84 161 \$
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	2025 : 5 294,37 \$ entretien
Combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?	Aucun contrat ni aucun coût Modifications mineures réalisées à l'interne
Les coûts liés à la réservation de noms de domaine	130 \$/an
Les coûts liés au certificat SSL	220 \$/an
Site Internet pour le Colloque de l'International Society for Forensic Genetics (ISFG)	
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	2024 : Nouveau site pour le colloque en 2026. Construit à l'interne par le personnel du ministère
Coûts de la construction du site :	13 255,11 \$
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	0 \$ entretien
Combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?	Aucun contrat ni aucun coût Modifications mineures réalisées à l'interne
Les coûts liés à la réservation de noms de domaine	130 \$/an
Les coûts liés au certificat SSL	220 \$/an
Site Internet de formation pour la prévention du suicide	
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	2024 : Hébergement du site de formation pour la prévention du suicide. En collaboration avec l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et l'organisme partenaire.
Coûts de la construction du site :	Le site a été construit par l'UQAM. Le ministère fournit uniquement l'hébergement.
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	0 \$ entretien
Combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?	Aucun contrat ni aucun coût Modifications mineures réalisées à l'interne
Les coûts liés à la réservation de noms de domaine	130 \$/an
Les coûts liés au certificat SSL	220 \$/an

Question **020**

Suite

Bureau des enquêtes indépendantes (BEI)	
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	2024 : Refonte du site Web. Construit à l'interne par le personnel du ministère et des consultants externes.
Coûts de la construction du site :	91 380 \$
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	2025 : 3 510,40 \$ entretien
Combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?	Aucun contrat ni aucun coût Modifications mineures réalisées à l'interne
Les coûts liés à la réservation de noms de domaine	136,80 \$/an
Les coûts liés au certificat SSL	150 \$/an
Site Internet du Bureau du coroner	
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	2024 : Refonte du site Web. Construit à l'interne par le personnel du ministère et des consultants externes.
Coûts de la construction du site :	119 891 \$
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	2025 : 5 965,75 \$ entretien
Combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?	Aucun contrat ni aucun coût Modifications mineures réalisées à l'interne
Les coûts liés à la réservation de noms de domaine	136,80 \$/an
Les coûts liés au certificat SSL	150 \$/an
Site Internet du Commissaire à la lutte contre la corruption (UPAC)	
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	2022 : Refonte du site Web. Construit à l'interne par le personnel du ministère.
Coûts de la construction du site :	6 877 \$
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	2025 : 12 660 \$ entretien
Combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?	Aucun contrat ni aucun coût Modifications mineures réalisées à l'interne
Les coûts liés à la réservation de noms de domaine	136,80 \$/an
Les coûts liés au certificat SSL	150 \$/an

Question **020**

Suite

Site Internet du Commissaire en déontologie policière	
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	2022 : Refonte du site Web. Construit à l'interne par le personnel du ministère.
Coûts de la construction du site :	Information non disponible
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	2025 : 10 147 \$ entretien
Combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?	Aucun contrat ni aucun coût Modifications mineures réalisées à l'interne
Les coûts liés à la réservation de noms de domaine	136,8 \$/an
Les coûts liés au certificat SSL	150 \$/an

Site Internet de la Commission des libérations conditionnelles (CQLC)	
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	En cours. Refonte du site Web. Construit à l'interne par le personnel du ministère et des consultants externes.
Coûts de la construction du site :	74 063 \$
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	2025 : 1 112,58 \$ entretien
Combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?	Aucun contrat ni aucun coût Modifications mineures réalisées à l'interne
Les coûts liés à la réservation de noms de domaine	136,80 \$/an
Les coûts liés au certificat SSL	150 \$/an

Pour les sous-questions f), g), i) et j), ces dernières ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Le site Québec.ca est administré par le ministère du Conseil exécutif (MCE). L'ensemble des coûts relatifs à ce site sont documentés exclusivement dans les réponses produites par le MCE ».

Question **021**

Pour 2025-2026, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes et organismes rencontrés;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Aucune tournée ministérielle ou sous-ministérielle n'a eu lieu. Les données sur les déplacements du ministre et des titulaires d'un emploi supérieur sont diffusées sur le site suivant :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-organismes/securite-publique/cadre-legal-transparence/acces-information/depenses#c318163>

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **022**

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2025-2026 :

- a) le détail des mandats;
- a) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
- f) l'objet;
- g) les dates.

Coût de déplacement de l'adjoint parlementaire	
Date	Coût
Septembre à novembre 2025	115,58 \$
Novembre à décembre 2025	103,98 \$
Février 2026	1 335,58 \$

Au 28 février 2026

Question **023**

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question **024**

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question **025**

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question **026**

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 et 2027-2028, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Programme à frais partagés – description sommaire du mode de subvention	Montant reçu (\$)
Sous-ministériat des services correctionnels	
Clientèle carcérale confiée par le gouvernement fédéral	2 198 699
Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe – Rebâtir la confiance	4 244 100
Sous-ministériat des affaires policières et des sciences judiciaires	
Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs	16 965 876
Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires	10 453 361
Programme de contribution pour combattre les crimes graves et le crime organisé (PCCCGCO - ESEI)	1 588 000 ¹
Programme de contribution pour combattre les crimes graves et le crime organisé (PCCCGCO – Vol de véhicules)	1 516 667 ²
Entente visant les analyses biologiques (ADN)	5 750 000

¹ Ce montant correspond au montant prévu en vertu de l'entente, et non au montant reçu en date du 31 janvier 2026.

² Ce montant correspond au montant prévu en vertu de l'entente, et non au montant reçu en date du 31 janvier 2026.

Question **026** Suite

Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie	
Entente bilatérale intégrée (EBI) découlant du Programme d'infrastructure investir dans le Canada – Volet infrastructure vertes (sous volet Adaptation, résilience et atténuation des catastrophes) : Travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtière dans le secteur du boulevard Perron, de la rue des Tournepierres et de la rue des Mouettes à Maria.	3 800 000
Entente bilatérale intégrée (EBI) découlant du Programme d'infrastructure investir dans le Canada – Volet infrastructure vertes (sous volet Adaptation, résilience et atténuation des catastrophes) : Travaux de protection des berges contre l'érosion et la submersion côtières dans le secteur du cœur de la municipalité de Sainte-Flavie.	5 477 499
Événement international majeur – Paiement final dans le dossier de la visite du souverain pontife en 2022.	1 409 428
Événement international majeur – Paiement final dans le dossier de la COP-15 en 2022.	6 842 981

Au 31 janvier 2026

Question **027**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

Aucune prime au rendement et aucun bonis n'ont été octroyés.

Au 31 janvier 2026

Question **028**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ n'a été octroyée.

Au 31 janvier 2026

Question **029**

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2025-2026 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question **030**

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2025-2026 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2025-2026. Pour chacun de ces programmes existants en 2025-2026, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2026-2027, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question **031**

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question **032**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **033**

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;

b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation.

- a) La dépense totale relative au paiement des cotisations est de **384 714,33 \$**.
- b) La liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation.

Associations, ordres ou corporations professionnels	Nombre
Collège des médecins (CMQ)	2
Ordre des architectes du Québec (OAQ)	5
Ordre des chimistes du Québec (OCQ)	44
Ordre des conseillères et des conseillers en orientation du Québec (OCCOQ)	14
Ordre des criminologues du Québec (OPCQ)	309
Ordre des psychoéducateurs et psychoéducatrices du Québec (OPPQ)	6
Ordre des sexologues du Québec (OPSQ)	11
Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec (OTSTCFQ)	80
Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ)	8
Ordre des géologues du Québec	1
Association de sécurité civile du Québec	3
Éco Entreprises Québec	3
Fédération québécoise des municipalités (FQM)	1
Council of Canadian Fire Marshals and Fire Commissioners	2
TOTAL	489

Au 31 janvier 2026

Question **034**

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Aucun montant visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre n'a été dépensé.

Question **035**

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure :
e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.

Libellé des objectifs du Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2025	Budget	État d'avancement
Respecter la politique gouvernementale « L'accès aux documents et aux services offerts au public pour les personnes handicapées » en s'assurant de répondre aux demandes des personnes handicapées concernant l'accès aux documents et aux services du ministère tout comme à leurs plaintes, le cas échéant.	Autofinancé à même les crédits du ministère	En cours
Favoriser l'adaptation du système correctionnel aux besoins des personnes présentant des problèmes de santé mentale, une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme.	Autofinancé à même les crédits du ministère	En cours
Favoriser l'accès en toute sécurité des personnes handicapées aux établissements fréquentés par le public et aux immeubles d'habitation (collaboration avec la RBQ et l'OPHQ en vue de réaliser l'engagement 13 du Plan des engagements gouvernementaux lié à la politique <i>À part entière</i>).	Autofinancé à même les crédits du ministère	En cours
S'assurer que les personnes incarcérées en situation de handicap ont accès à un aménagement adapté à leurs besoins.	Autofinancé à même les crédits du ministère	En cours
S'assurer de l'accessibilité des locaux utilisés pour rencontrer les sinistrés dans les municipalités.	Autofinancé à même les crédits du ministère	En cours
Faciliter l'accès des personnes handicapées sinistrées aux services du ministère.	Autofinancé à même les crédits du ministère	En cours
Faciliter l'accès et la compréhension de l'information communiquée par le ministère aux personnes présentant un handicap auditif.	Autofinancé à même les crédits du ministère	En cours

Question **035**

Suite

Sensibiliser les municipalités aux besoins des personnes handicapées dans toutes les démarches de sécurité civile.	Autofinancé à même les crédits du ministère	En cours
Faciliter l'accès de la population, y compris les personnes handicapées, aux services policiers	Autofinancé à même les crédits du ministère	En cours
Favoriser l'embauche et l'intégration des personnes handicapées au ministère.	Autofinancé à même les crédits du ministère	En cours
Contribuer à favoriser l'employabilité et l'intégration en emploi des personnes handicapées en informant les responsables des acquisitions des recommandations de l'OPHQ et des obligations relatives à l'approvisionnement en biens et en services accessibles.	Autofinancé à même les crédits du ministère	En cours
S'assurer que les bâtiments et les lieux respectent les besoins en matière d'accessibilité en informant les responsables de la gestion immobilière spécialisée et ceux des ressources matérielles et du soutien à l'organisation des recommandations et des obligations relatives à l'accès physique aux locaux du ministère.	Autofinancé à même les crédits du ministère	En cours
S'assurer de la sécurité des personnes handicapées durant les situations nécessitant une évacuation.	Autofinancé à même les crédits du ministère	En cours
S'assurer de respecter l'obligation légale relative à la production annuelle du Plan d'action à l'égard des personnes handicapées.	Autofinancé à même les crédits du ministère	En cours

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet du ministère : [Publications du ministère de la Sécurité publique | Gouvernement du Québec](#)

Question **036**

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure :
h) Plan d'action de développement durable.

Libellé	Budget	État d'avancement
Évaluation de la durabilité de ses décisions structurantes	Autofinancé à même les crédits du ministère	En cours
Accroître la part des programmes de soutien financier normés qui incluent des critères de durabilité	Autofinancé à même les crédits du ministère	En cours
Accroître les acquisitions responsables	Autofinancé à même les crédits du ministère	En cours
Augmenter la performance environnementale des systèmes numériques	Autofinancé à même les crédits du ministère	En cours
Accroître la performance de la gestion environnementale de ses ressources	Autofinancé à même les crédits du ministère	En cours
Amélioration de la performance environnementale du parc de véhicule	Autofinancé à même les crédits du ministère	En cours
Augmentation de la part modale des transports actifs et collectifs dans les déplacements professionnels	Autofinancé à même les crédits du ministère	En cours
Accroître le prêt de service de main-d'œuvre	Autofinancé à même les crédits du ministère	En cours
Soutenir la prévention en améliorant le soutien aux organismes communautaires	Autofinancé à même les crédits du ministère	En cours

Question **036**

Suite

Tenir compte des particularités des Premières Nations et des Inuits dans les interventions correctionnelles	Autofinancé à même les crédits du ministère	En cours
Améliorer la préparation et la résilience face aux répercussions liées aux changements climatiques.	Autofinancé à même les crédits du ministère	En cours
Diffuser les connaissances au profit de tous	Autofinancé à même les crédits du ministère	En cours

Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site Internet du ministère : [Publications du ministère de la Sécurité publique | Gouvernement du Québec](#)

Question **037**

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

	Coût (\$)
Ministère	17 048

Au 31 janvier 2026

Question **038**

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2025-2026 :

- a) Les sommes dépensées;
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE)
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

	Coût (\$)
Ministère	428 959

La totalité des sommes dépensées est spécifiquement en lien avec des ressources externes.

Au 31 janvier 2026

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère [Accès à l'information du ministère de la Sécurité publique | Gouvernement du Québec](#).

Question **039**

Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.

Objet	Fournisseurs	Coûts (\$)
Bureau du sous-ministre – Direction de communications		
Salon de recrutement au Cégep de Sainte-Foy – 3 mai 2025	Équilibre Traiteur	599,40
Salon de recrutement au Collège Maisonneuve à Montréal – 10 mai 2025	Avec Plaisirs	690,10
Journée de reconnaissance policière à l'École nationale de police du Québec – 12 mai 2025	Fraîche Traiteur Urbain	11 139,07
Journée bilan des initiatives en répression de la violence liée aux armes à feu et aux groupes criminels à l'hôtel Entourage sur-le-Lac – 27 mai 2025	Hôtel Entourage sur-le-lac	3 334,17
Colloque des directeurs de police autochtones du Québec - 12 juin 2025	Hôtel Entourage sur-le-Lac	2 403,12
Journées thématiques sur la sécurité incendie – 17 et 18 septembre 2025	Travelodge Québec	6 100,75
Cérémonie Journée nationale de reconnaissance des pompiers et pompières – 5 octobre 2025	Palais Montcalm (breuvages)	2 230,20
Cérémonie Journée nationale de reconnaissance des pompiers et pompières – 5 octobre 2025	Labrie Traiteur Raffiné (nourriture)	4 936,45
Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie		
Session d'échange sur les opportunités de coopération franco-québécoise en sécurité civile	Café Corinne	105,00
Opérations de sécurité civile au Centre régional de coordination gouvernementale de la Direction régionale de la sécurité civile et de la sécurité incendie de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches, en lien avec la crue printanière 2025	Jumelles Pizza Sainte-Foy	41,81
Opérations de sécurité civile au Centre régional de coordination gouvernementale de la Direction régionale de la sécurité civile et de la sécurité incendie de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches, en lien avec la pénurie d'eau à Puvirnitug	Jumelles Pizza Sainte-Foy	46,58

Question **039** Suite

Opérations de sécurité civile au Centre régional de coordination gouvernementale de la Direction régionale de la sécurité civile et de la sécurité incendie du Saguenay – Lac-Saint-Jean, en lien avec les pannes de courant prolongées	Restaurant St-Hubert Jonquière	126,35
Sous-ministériat des services de sécurité		
Allocation d'un montant pour souligner le départ à la retraite d'un employé de la Direction de la protection des personnalités	Cosmos Ste-Foy et Golf Town	150,00
Sous-ministériat des services correctionnels		
Forum des gestionnaires 2025 - Table des directeurs d'établissements de détention et des directeurs des services correctionnels tenue en présentiel à l'Établissement de détention Leclerc de Laval	Best Western (MC) Laval-Montréal Hôtel Hampton Inn & Suites (Laval) Frais de déplacement	2 341,00
Cérémonie de graduation des aspirants ASC	Chapiteaux Fleury	300,00

Au 31 janvier 2026

Question **040**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026 :
a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
d) la liste des concours qui ont pris fin.

Concours	Prix remis	Objectifs
Concours « Chapeau, les filles! »	Dans le cadre de ce concours, le MSP décerne le prix « Sécurité incendie » visant à récompenser une élève inscrite à l'un des programmes suivants : Intervention en sécurité incendie de la formation professionnelle ou technique de sécurité incendie. Une bourse de 2 500 \$ accompagne ce prix.	Le concours « Chapeau, les filles! » visent à souligner le travail et les efforts des femmes inscrites à un programme de formation professionnelle ou technique qui mène à l'exercice d'un métier traditionnellement masculin.
Le Prix du ministre de la Sécurité publique	Une bourse de 3 000 \$ est remise à la personne gagnante.	Créé en 1999, le Prix du ministre de la Sécurité publique vise à reconnaître la contribution du domaine de la recherche scientifique à l'amélioration des connaissances et des pratiques en matière de sécurité publique. Les travaux ou stages doivent répondre à l'une des conditions suivantes : - avoir une incidence sur les institutions québécoises responsables de l'administration de la justice pénale dans ses diverses composantes; - favoriser la compréhension, la promotion, l'implantation ou l'évaluation de mesures novatrices. Ce prix est décerné à une étudiante ou à un étudiant dont le mémoire ou le stage de maîtrise se démarque par son apport particulier au regard de la mission du Ministère. Il est normalement remis lors du Congrès biennal de la Société de criminologie du Québec. Le lauréat du Prix du ministre 2025 a été accordé à M. Mavrick Langlois pour son mémoire de maîtrise intitulé Vers une nouvelle voie d'accès à la fonction de policier-enquêteur au Québec : étude du programme de formation du Commissaire à la lutte contre la corruption. Avec son mémoire, le lauréat de 2025 aborde un sujet d'intérêt, au cœur des enjeux du milieu policier, en ouvrant la discussion sur le potentiel de généralisation d'une telle pratique au sein des organisations policières de la province, dans un contexte marqué par une crise de rétention, de confiance et de légitimité institutionnelle.

Au 31 janvier 2026

Question **041**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026:

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2025-2026 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

- a) Depuis le 1^{er} avril 2015, l'ensemble des employés des directions des communications est désormais sous la responsabilité du Secrétariat à la communication gouvernementale du ministère du Conseil exécutif. Depuis le 3 avril 2023, l'équipe Urgence Québec s'est jointe à la Direction des communications du MSP, ce qui porte le nombre d'employés affecté à la direction à 38 membres.
- b) Le montant dépensé par la direction est de 511 343,41 \$.

La sous-question c ne semble pas pertinente à l'étude des crédits. Pour la sous-question d0, veuillez vous référer à la question 004 des renseignements généraux.

Au 31 janvier 2026

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **042**

Veillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :

- a) Les dates;
- b) L'endroit précis;
- c) La liste des personnes présentes;
- d) L'ordre du jour;
- e) Les procès-verbaux;
- f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)

Aucune rencontre de planification stratégique n'a été tenue.

Au 31 janvier 2026

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **043**

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectuées;
- c) Rémunération totale déboursée.

	Nombre et coût (\$)
Nombre de stagiaires reçus en 2025-2026	4
Rémunération totale déboursée en 2025-2026	13 919

Heures de stages effectués : Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Au 31 janvier 2026

Question **044**

Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.

a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

Au cours de 2025-2026, le ministère de la Sécurité publique a réalisé les projets suivants qui comportaient des consultations auprès des Autochtones :

- Démarche de consultation s'inscrivant dans les travaux de renouvellement du *Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs : briser le cycle de l'exploitation sexuelle* (consultation via le Comité Femmes Autochtones, lequel regroupe six organisations autochtones, ainsi que le Conseil des femmes élues de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador).
- Mesure A2 « Réalisation d'une campagne de sensibilisation contre l'exploitation sexuelle des mineurs destinée aux travailleurs en milieux éloignés » du *Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs : briser le cycle de l'exploitation sexuelle* (consultation de regroupements autochtones sur les concepts visuels de la campagne).
- Mesure A3 « Soutenir des projets de recherche portant sur l'exploitation sexuelle au Québec – Volet autochtone » du *Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs : briser le cycle de l'exploitation sexuelle* (consultation de regroupements autochtones dans le cadre de l'identification des besoins de recherche prioritaires) : 460 000 \$ pour l'entièreté de la mesure qui s'échelonne de 2021 à 2026.
- Une Entente de contribution pour appuyer le plan de faisabilité, réalisé par le Conseil des Innus de Pakua Shipu, pour une desserte policière à Unamen Shipu par le corps de police de Pakua Shipu prévoyait l'octroi d'un montant de 72 000 \$ pour 2024-2025. Pour l'année financière en cours, aucune somme n'a été investie. Toutefois, la collaboration entre le ministère de la Sécurité publique et les communautés se poursuit afin de mener à bien le projet de desserte policière autochtone.

Au 31 janvier 2026

Question **045**

Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question **046**

Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question **047**

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Aucune amende n'est perçue par le ministère de la Sécurité publique.

Question **048**

Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

Actifs	Valeur (\$)
Meubles	22 211 090
Immeubles : La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.	

Au 31 janvier 2026

Question **049**

Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **050**

Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer :

- a) le nombre d'employé·es recruté·es à l'étranger, en précisant le statut d'immigration au moment de l'embauche (permis de travail temporaire, résidence permanente, autres) ;
- b) le nombre de missions de recrutement effectuées à l'étranger, en précisant les pays visés et les secteurs d'emploi concernés ;c) les sommes dépensées pour les activités de recrutement international (missions, agences, consultants, publicité, relocalisation, accompagnement) ;
- d) le nombre de contrats conclus avec des firmes externes pour soutenir le recrutement à l'étranger ;
- e) les catégories d'emploi pour lesquelles un recrutement international a été jugé nécessaire ;
- f) le taux de rétention après 12 et 24 mois des personnes recrutées à l'étranger ;
- g) toute directive ou orientation ministérielle émise au cours de cette période concernant la réduction, le maintien ou l'augmentation du recours au recrutement international ;
- h) les mesures mises en place pour favoriser prioritairement le recrutement et la formation de la main-d'oeuvre locale.

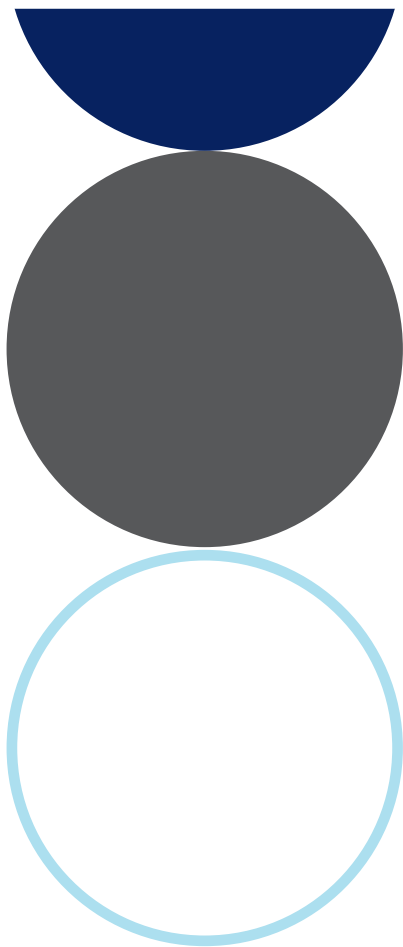
Aucun employé n'a été recruté à l'étranger.

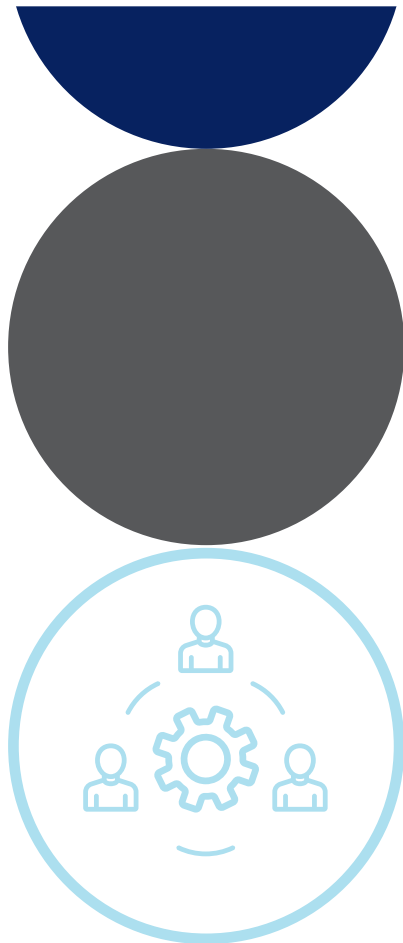
Question **051**

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Nom des personnes	Mandat des comités	Honoraires (\$)
Vallée, Johanne	Honoraires présidente du comité paritaire du Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec (SAPSCQ)	13 790
Couture, Pierre	Honoraires président du comité paritaire de l'Association professionnelle des gardes du corps du gouvernement du Québec (APGCGQ)	560

Au 31 janvier 2026.





Ministère de la Sécurité publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP2-001	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.		1
RP2-002	Dépenses engagées pour le fonctionnement du «Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial» Inclure les études et rapports produits par ce comité.		2
RP2-003	Le nombre de plaintes alléguant du racisme, de la discrimination ou du profilage racial reçues par la Commission de déontologie policière pour l'année écoulée. Ventiler par corps policiers et par type de plaintes.	COMDP	-
RP2-004	Nombre de plaintes reçues par la Commission de déontologie policière concernant une interpellation policière. Détaillez le type d'interpellation.	COMDP	-
RP2-005	Nombre de policiers et policières issus des minorités racisées qui sont à l'emploi au Québec. Ventilez par région, par corps de police et selon le sexe.		3
RP2-006	La liste des mesures mises en place par le ministère pour l'année écoulée à la suite des recommandations formulées par le Comité consultatif sur la réalité policière.		5
RP2-007	La liste des mesures mises en place par le ministère pour l'année écoulée pour lutter contre la circulation des armes à feu et aux crimes qui y sont liés.	QP1-026, QP1-027, QP1-028, QP1-029, QP1-030, QP1-031	-
RP2-008	Le nombre d'armes à feu qui ont été saisi par les corps policiers au Québec dans les trois dernières années écoulées.	QP3-030	-
RP2-009	Quels projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l'objet d'une analyse différenciée des sexes (ADS).		7
RP2-010	Quels moyens seront déployés par le ministère de la Sécurité publique pour s'assurer que les policiers seront informés de la nouvelle disposition d'ordonnance de protection civile et qu'ils recevront la formation adéquate pour en comprendre les spécificités.		8
RP2-011	Quels moyens seront mis en oeuvre pour s'assurer que les policiers disposeront via le CRPQ des informations nécessaires pour intervenir en cas de contravention à une ordonnance de protection civile.		9

RP2-012	Lister les mandats, études et rapports concernant les brouilleurs d'onde dans les établissements de détention du Québec. Liste aussi les rencontres faites dans les cinq dernières années à ce sujet, la date et la liste des personnes présentes.		10
RP2-013	Lister les mandats, études et rapports concernant la délinquance juvénile, plus précisément le recrutement des jeunes dans les groupes criminalisés.		11
RP2-014	Quelles actions ont été entreprises dans les trois dernières années pour la prévention de la délinquance juvénile. Détaillez les montants accordés pour chaque programme et la liste des initiatives et organismes financées par le ministère.	QP1-020	-
RP2-015	Durant les cinq dernières années, combien de jeunes délinquants ont bénéficié du programme de "garde discontinuée préventive" en lien avec la loi sur les jeunes contrevenants? Listez aussi les montants qui ont été dédiés à cette mesure et, le cas échéant, les mandats, études et rapports réalisés par le ministère sur ce programme		12
RP2-016	Quels montants ont été dépensés par le ministère dans les trois dernières années écoulées afin de contester les jugements de la Cour du Québec au sujet des interpellations routières aléatoires.		13
RP2-017	Listez les mandats, rapports et études sur la sécurité (ou le sentiment de sécurité) des femmes et des filles dans les grandes villes et dans le métro de Montréal		14
RP2-018	Quelles sommes ont été affectées directement par le ministère à des mesures de sécurisation de la frontière à la suite de l'élection de Donald Trump aux USA? Détaillez selon le type de mesures.	SQ	-
RP2-019	Quelle quantité de fentanyl a été saisi à la frontière québécoise dans les cinq dernières années et combien d'arrestations ont été faites à ce sujet? Ventilez par année.	SQ	-
RP2-020	Combien de passages clandestins ont été enregistrés de part et d'autre de la frontière entre Québec et les USA dans les cinq dernières années.		15
RP2-021	Listez la liste des organismes et initiatives qui ont reçu des sommes issues des produits de la criminalité. Quel pourcentage des sommes a été dédié à la prévention?	QP1-020	-
RP2-022	Lister les mandats, études et rapports concernant les interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du Code de la Sécurité routière par un policier.		16
RP2-023	Lister les mandats, études et rapports concernant toute(s) mesure(s) s'apparentant à la Loi de Clare et visant à divulguer certains renseignements sur le risque de violence d'un partenaire intime actuel ou ancien afin de protéger la personne à risque et de l'aider à prendre des décisions éclairées concernant sa sécurité.		17
RP2-024	Lister les mandats, études et rapports concernant l'élaboration, la mise en œuvre et l'efficacité d'un registre public de délinquants sexuels à haut risque de récidive pour favoriser la sécurité et le sentiment de sécurité au sein de la population.		18
RP2-025	Lister les mandats, études et rapports concernant l'encadrement des manifestations tel que prévu dans le projet de loi 13 de la 2e session de la 43e législature.		19
RP2-026	Toutes les sommes accordées aux corps de police sur les communautés, ventilées par corps de police, pour 2023-2024 et 2024-2025. Préciser le détail de ces sommes.	QP1-034	-

RP2-027	Sur l'équipe dédiée aux relations avec les communautés autochtones, pour chacune des 11 communautés autochtones desservies, veuillez donner le détail des actions, de mesures et dépenses engendrées en 2025-2026.	SQ	-
RP2-028	Pour chacune des 11 communautés autochtones desservie par la SQ en 2025-2026, donner : a. le nombre de plaintes provenant de résidents d'un territoire d'une communauté, i. si possible, ventiler par type de crime ou de méfaits invoqués b. le nombre d'interventions de la SQ sur le territoire d'une communauté à la suite d'une plainte, c. le nombre de dossiers ouverts suivant une intervention sur le territoire d'une communauté, ventiler par mois.	SQ	-
RP2-029	Pour chacune des 11 communautés autochtones desservie par la SQ, veuillez donner le nombre d'appels au 9-1-1 provenant de résidents du territoire d'une communauté autochtone, ventiler par mois.	SQ	-
RP2-030	Pour chacune des 11 communautés autochtones desservie par la SQ. Pour 2025-2026, donner : a. les protocoles opérationnels concernant les interventions des agents de la SQ sur le territoire de la communauté, b. tout manuel d'opérations, lignes directrices ou documents explicatifs sur les pouvoirs d'enquête, d'interventions ou d'arrestations des policiers de la SQ, c. tout manuel ou directive au sujet des activités d'enquête, d'interceptions ou d'arrestations faites par les policiers de la SQ sur le territoire de la communauté.	SQ	-

Question **001**

Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.

Cette question ne relève pas du ministère de la Sécurité publique.

Question **002**

Dépenses engagées pour le fonctionnement du « Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial et social ». Inclure les études et les rapports produits par ce comité.

Ce comité ne nécessite aucun financement, il n'y a donc aucune dépense engagée.

Question **005**

Nombre de policiers et policières issus des minorités racisées qui sont à l'emploi au Québec. Ventilez par région, par corps de police et selon le sexe.

Corps de police	Région administrative	Nombre de policiers issus des minorités visibles et ethniques au 31 décembre 2024 ¹		
		Femmes	Hommes	Total
Blainville	Laurentides	0	1	1
Bromont	Estrie	0	0	0
Châteauguay	Montérégie	2	5	7
Gatineau	Outaouais	3	9	12
Granby	Estrie	0	0	0
L'Assomption–Saint-Sulpice	Lanaudière	0	2	2
Laval	Laval	15	40	55
Lévis	Chaudière-Appalaches	0	0	0
Longueuil	Montérégie	11	39	50
Mascouche	Lanaudière	0	2	2
Memphrémagog (régie)	Estrie	0	0	0
Mercier	Montérégie	0	0	0
Mirabel	Laurentides	2	7	9
Montréal	Montréal	168	551	719
MRC des Collines-de-l'Outaouais	Outaouais	0	0	0
Québec	Capitale-Nationale	11	15	26
Lac des Deux-Montagnes (régie)	Laurentides	0	1	1
Roussillon (régie)	Montérégie	4	4	8
Repentigny	Lanaudière	1	2	3
Richelieu–Saint-Laurent (régie)	Montérégie	3	5	8
Saguenay	Saguenay–Lac-Saint-Jean	NC	NC	NC
Saint-Eustache	Laurentides	0	2	2
Saint-Jean-sur-Richelieu	Montérégie	1	4	5
Saint-Jérôme	Laurentides	0	1	1

Question **005**

Nombre de policiers et policières issus des minorités racisées qui sont à l'emploi au Québec. Ventilez par région, par corps de police et selon le sexe.

Sherbrooke	Estrie	0	4	4
Terrebonne	Lanaudière	5	14	19
Thérèse-De Blainville (régie)	Laurentides	0	0	0
Trois-Rivières	Mauricie	1	0	1
Total	—	227	708	935
Sûreté du Québec	—	44	107	151
Grand total	—	271	815	1 086

¹ Il s'agit des données de 2024 provenant du *Questionnaire sur l'administration des activités policières*. Les données de 2025 seront traitées à partir de juillet 2026.

NC : Donnée non compliée

Au 31 janvier 2026

Question **006**

La liste des mesures mises en place par le ministère pour l'année écoulée à la suite des recommandations formulées par le Comité consultatif sur la réalité policière.

Principales mesures mises en place en 2025-2026 :

Politique ministérielle pour une police de proximité

- À l'automne 2025, le ministère de la Sécurité publique (MSP) a lancé sa nouvelle *Politique ministérielle pour une police de proximité*. L'élaboration de la nouvelle Politique fait suite à la révision, en octobre 2023, de l'article 48 de la Loi sur la police, qui est venue introduire les notions de concertation et de partenariat dans la mission conférée aux organisations policières.
- Cette nouvelle politique s'inscrit également dans la continuité des travaux réalisés par le Comité consultatif sur la réalité policière (CCRP), mandaté en 2019 pour identifier les mesures à prendre pour doter le Québec d'une « police efficace, efficiente et moderne, en phase avec les attentes des citoyens et l'évolution de la société ». Ainsi, la Politique contribue à :
 - o appuyer les organisations policières en soutenant le changement apporté à leur mission à la suite de la modification de l'article 48 de la *Loi sur la police* conformément à la recommandation 1 du CCRP pour y inscrire les notions « de partenariat et de concertation avec les différents acteurs de la communauté dans une logique de responsabilité conjointe à l'égard de la sécurité de l'ensemble des citoyens » (recommandation 1) ;
 - o répondre à la recommandation 2 formulée par le CCRP soit : d'« enchâsser dans la *Loi sur la police* les principes mettant de l'avant la police de concertation comme base d'organisation et d'intervention policières et adapter les politiques qui en découlent ».
- Les actions requises par les organisations policières pour la mise en œuvre de la Politique prennent appui sur trois principaux piliers : le rapprochement, la concertation et la proactivité.

Soutien à la performance des organisations policières

- La démarche de soutien à la performance s'inscrit en continuité des travaux de la réforme policière. Le rapport final du CCRP recommandait :
 - o De former un groupe de travail afin de déterminer des indicateurs de performance qualitatifs et quantitatifs pertinents, fiables et bien documentés pour les services policiers québécois (recommandation 126).
 - o D'introduire des indicateurs de performance pour les services policiers dans le cadre législatif ou réglementaire existant (recommandation 127).
- Rappelons également que cette démarche s'appuie sur de récentes modifications législatives. En effet, *Loi sur la police* modifiée en 2023 accorde le pouvoir au ministre de demander à un directeur d'un corps de police des données statistiques et d'autres renseignements nécessaires afin d'évaluer l'état de la criminalité et l'efficacité de l'action policière ainsi que tout autre renseignement nécessaire à l'exercice de ses fonctions.

Question **006**

Suite

- En 2023, le ministère a aussi pris des engagements dans sa démarche de planification stratégique. Il s'est fixé comme objectifs dans son Plan stratégique 2023-2027 de favoriser la satisfaction de la population à l'égard de la police (objectif 3.2) et de soutenir l'amélioration de la performance des organisations policières (objectif 3.3).
- En 2023, un comité de travail a été formé sur la mesure de la performance de la police et de la satisfaction des citoyens à leur égard afin de déterminer des indicateurs de performance qualitatifs et quantitatifs pertinents, fiables et bien documentés pour les services policiers québécois, ce qui répond à la recommandation 126 du CCRP.
 - o Le Comité a finalisé ses travaux au printemps 2024.
- Des questions de sondage et des indicateurs ont donc été élaborés de manière collaborative avec la communauté policière.
- Un *Sondage sur la perception citoyenne à l'égard des services de police* a été lancé en 2024 et se tient chaque année depuis.
- Tel que présenté pour la première fois dans le rapport annuel de gestion 2024-2025 du MSP, un indice a été élaboré avec neuf indicateurs de performance retenus selon des critères établis par le MSP.
- Les travaux se poursuivent à ce jour.

Règlements

- Le projet de Règlement sur l'exercice de fonctions d'enquête par des personnes qui ne sont pas titulaires du diplôme de patrouille-gendarmerie de l'École nationale de police du Québec a été prépublié dans la Gazette officielle du Québec le 19 novembre 2025. Les travaux se poursuivent.
 - o Ce règlement permettra à terme l'embauche de personnes qui ne sont pas titulaires d'un diplôme de patrouille-gendarmerie de l'ENPQ pour exercer des fonctions d'enquête dans certains domaines déterminés, soit la criminalité économique ou financière et la cybercriminalité.
- Le Règlement sur les qualités minimales requises pour exercer des fonctions de supervision dans un corps de police a été édicté le 18 février 2026.
 - o Ce règlement permettra de définir les qualités minimales requises pour occuper des fonctions de supervision dans un corps de police et prévoit une formation obligatoire de l'École nationale de police du Québec pour les superviseurs.

Au 31 janvier 2026

Question **009**

Quels projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l'objet d'une analyse différenciée des sexes (ADS). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.

Cette question doit être posée au Conseil du statut de la femme.

Question **010**

Quels moyens seront déployés par le ministère de la Sécurité publique pour s'assurer que les policiers seront informés de la nouvelle disposition d'ordonnance de protection civile et qu'ils recevront la formation adéquate pour en comprendre les spécificités.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Question **011**

Quels moyens seront mis en œuvre pour s'assurer que les policiers disposeront via le CRPQ des informations nécessaires pour intervenir en cas de contravention à une ordonnance de protection civile.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Question **012**

Lister les mandats, études et rapports concernant les brouilleurs d'onde dans les établissements de détention du Québec. Liste aussi les rencontres faites dans les cinq dernières années à ce sujet, la date et la liste des personnes présentes.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Question **013**

Lister les mandats, études et rapports concernant la délinquance juvénile, plus précisément le recrutement des jeunes dans les groupes criminalisés.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Question **015**

Durant les cinq dernières années, combien de jeunes délinquants ont bénéficié du programme de “garde discontinue préventive” en lien avec la loi sur les jeunes contrevenants? Listez aussi les montants qui ont été dédiés à cette mesure et, le cas échéant, les mandats, études et rapports réalisés par le ministère sur ce programme.

Cette question ne relève pas du ministère de la Sécurité publique.

Question **016**

Quels montants ont été dépensés par le ministère dans les trois dernières années écoulées afin de contester les jugements de la Cour du Québec au sujet des interpellations routières aléatoires.

Cette question ne relève pas du ministère de la Sécurité publique.

Question **017**

Listez les mandats, rapports et études sur la sécurité (ou le sentiment de sécurité) des femmes et des filles dans les grandes villes et dans le métro de Montréal.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Question **020**

Combien de passages clandestins ont été enregistrés de part et d'autre de la frontière entre Québec et les USA dans les cinq dernières années.

Cette question ne relève pas du ministère de la Sécurité publique.

Question **022**

Lister les mandats, études et rapports concernant les interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du Code de la Sécurité routière par un policier

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Question **023**

Lister les mandats, études et rapports concernant toute(s) mesure(s) s'apparentant à la Loi de Clare et visant à divulguer certains renseignements sur le risque de violence d'un partenaire intime actuel ou ancien afin de protéger la personne à risque et de l'aider à prendre des décisions éclairées concernant sa sécurité

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Question **024**

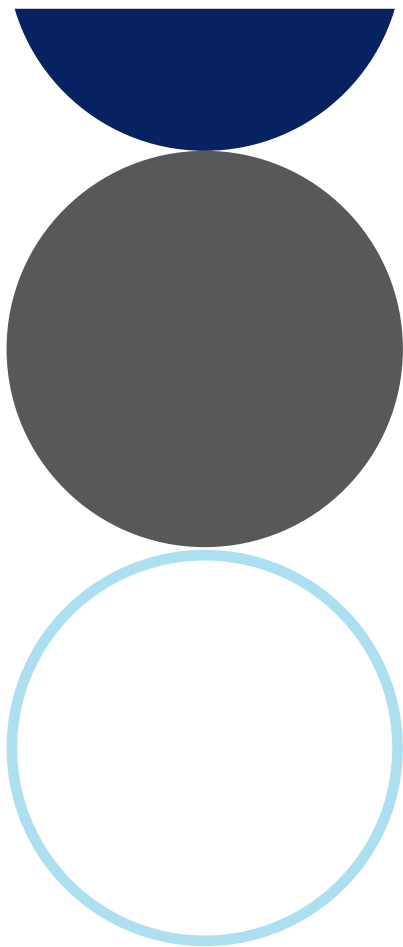
Lister les mandats, études et rapports concernant l'élaboration, la mise en œuvre et l'efficacité d'un registre public de délinquants sexuels à haut risque de récidive pour favoriser la sécurité et le sentiment de sécurité au sein de la population.

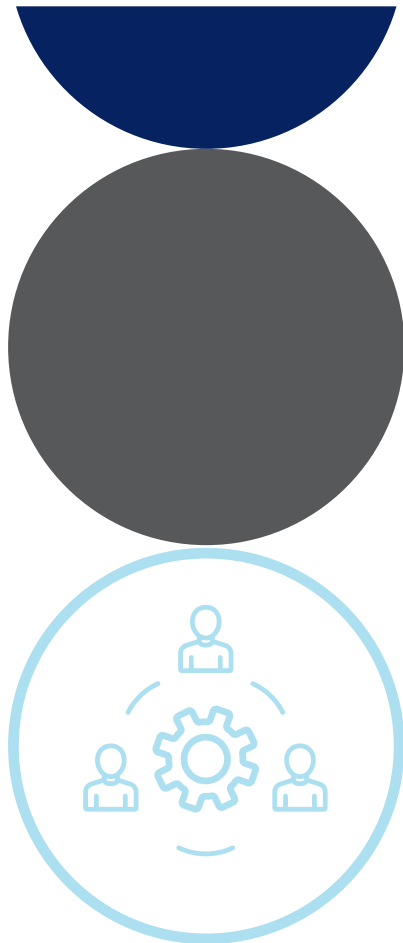
Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Question **025**

Lister les mandats, études et rapports concernant l'encadrement des manifestations tel que prévu dans le projet de loi 13 de la 2e session de la 43e législature.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.





Ministère de la Sécurité publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE DE L'OPPOSITION

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP3-001	Indiquer les sommes dépensées en 2023-2024 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	RP1-001	-
RP3-002	Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.		1
RP3-003	Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant le Taser.	RP1-065	-
RP3-004	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2023-2024, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.	RP1-002	-
RP3-005	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2023-2024 qui n'ont pas été reconduits en 2024-2025, en incluant les programmes qui ont été abolis.		2
RP3-006	Par programme, indiquer les crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2023-2024.		3
RP3-007	Pour l'année 2023-2024, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir : a. la liste des employés et des membres du conseil d'administration; b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération; c. la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv; d. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.		4
RP3-008	Pour l'année 2023-2024, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.		5
RP3-009	Pour l'année 2023-2024, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.		6
RP3-010	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2024-2025 et comparaison avec les quatre années précédentes.		7
RP3-011	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents en 2023-2024.		8
RP3-012	Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2025-2026, en incluant les coûts.		-

RP3-013	La ventilation par année des arrestations qui ont été effectuées en rapport avec des menaces auprès des élus de l'Assemblée nationale du Québec depuis 2010;	SQ	-
RP3-014	État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2025-2026.	RP1-003	-
RP3-015	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.		10
RP3-016	Unité permanente anticorruption (UPAC) : a. Au 1er mars 2026, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif; b. Budget ventilé de l'UPAC pour 2025-2026; c. Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC; d. Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2026; e. Bilan des activités de l'UPAC; f. Toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement de statut ou de structure de l'UPAC.	CLCC	-
RP3-017	Fournir toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement au mode de nomination du commissaire de l'UPAC.		11
RP3-018	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2025-2026. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	RP1-020	-
RP3-019	Pour chaque initiative, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et contrôle applicables.		12
RP3-020	État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Sommes totales versées en subventions pour les trois dernières années. Sommes totales prévues en subventions pour 2026-2027	RP1-038	-
RP3-021	Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2025-2026 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.		13
RP3-022	Fournir un état de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.		14
RP3-023	État de situation au 31 mars 2026 du Centre des opérations gouvernementales. Fournir, pour les cinq dernières années : a. Le budget pour chacune des années; b. L'évolution du nombre d'employés; c. Une liste des interventions pour chacune des années; d. Tout autre document pertinent	RP1-054	-
RP3-024	Pour l'année 2025-2026, ventilation des sommes consacrées à la nouvelle Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, l'opération Centaure; prévisions pour 2026-2027.	RP1-027 et RP1-028	-
RP3-025	La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour la période 2025-2026.	SQ	-
RP3-026	Coûts reliés à l'opération du Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF) pour l'exercice 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.		19

RP3-027	Nombre d'armes enregistrées sur le site Internet Service d'immatriculation des armes à feu en date du 31 mars 2026.	RP1-021	-
RP3-028	Échéancier prévu pour l'enregistrement de la totalité des armes en circulation par le Service d'immatriculation des armes à feu.		20
RP3-029	Estimation du nombre d'armes à feu en circulation au Québec nécessitant une immatriculation, en date du 31 mars 2026.		21
RP3-030	Nombre d'armes à feu perquisitionné au Québec depuis 2019, ventilé par régions, et ce, par année.		22
RP3-031	Portrait des interventions concernant une personne en crise ou avec l'état mental perturbé au Québec depuis 2019, et ce, par année, et ventilé par région.		23
RP3-032	Portrait du besoin d'effectif à la SQ, ventilé par catégorie d'emploi et par région. Prévision pour 2026-2027.	SQ	-
RP3-033	Portrait des crimes violents et par armes à feu au Québec depuis 2019, et ce, par année, et ventilé par région.		26
RP3-034	L'investissement en équipement spécialisé, par catégorie et par district, pour la période 2025-2026, et les prévisions pour 2026-2027.	SQ	-
RP3-035	L'effectif (policiers/civils) au 31 mars 2026, réparti par district et par quart de travail, avec ventilation pour le nombre d'employés affectés aux patrouilles autoroutières.	SQ	-
RP3-036	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc. pour les policiers, et cadres, professionnels, techniciens, etc. pour les civils) au 31 mars 2026.	SQ	-
RP3-037	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2026.	SQ	-
RP3-038	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2025-2026 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1er janvier au 31 décembre 2025 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	SQ	-
RP3-039	Les objectifs d'émission de contrats d'infraction pour chaque district et chaque région.	SQ	-
RP3-040	Le nombre d'heures et les coûts, par poste, du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2025-2026.	SQ	-
RP3-041	Effectif policier affecté à des tâches dites « municipales » dans des municipalités comptant plus de 50 000 habitants (Drummondville, Shawinigan, etc.).	SQ	-
RP3-042	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2025-2026, ainsi que les augmentations prévues.	SQ	-
RP3-043	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2025-2026.	SQ	-

RP3-044	Effectif dévolu aux enquêtes sur la cybercriminalité en 2025-2026, et pour chacune des cinq dernières années.	SQ	-
RP3-045	Le délai moyen de traitement des plaintes pour agression sexuelle en 2025-2026.	SQ	-
RP3-046	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et sur les territoires des corps de police municipaux.	SQ	-
RP3-047	Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	SQ	-
RP3-048	Listes des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	SQ	-
RP3-049	Effectif et sommes dévolues à la lutte contre l'exploitation sexuelle en 2025-2026, et pour chacune des cinq dernières années. Prévisions pour 2026-2027.	SQ	-
RP3-050	Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) : a. Au 31 mars 2026, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif; b. Budget ventilé de l'EILP pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027; c. Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP entre le 1er avril 2025 et le 31 mars 2026; d. Bilan des activités de l'EILP.	SQ	-
RP3-051	Pour chaque année, depuis 2015-2016 indiquer, pour chaque corps de police, le nombre de plaintes pour profilage racial déposées contre des agents d'un corps policier et réglées hors des tribunaux.	SQ	-
RP3-052	Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2025-2026 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.	SQ	-
RP3-053	Préciser la procédure prévue par la SQ lorsqu'un ministre ou un député fait l'objet d'une enquête ou d'un signalement. Fournir un document explicatif et détaillé.	SQ	-
RP3-054	Préciser la longévité de la dernière vacance du poste de responsable des mesures d'urgence à la SQ. Fournir une date de début de la vacance et une date de fin.	SQ	-
RP3-055	Fournir une copie de toute note, document ou analyse en lien avec toute mesure, nouvelle ou ancienne, de reddition de compte appliquée pour la gestion du fonds secret.	SQ	-
RP3-056	La capacité d'accueil opérationnelle et la capacité totale, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2025-2026.	RP1-179	-
RP3-057	Le taux d'occupation maximal atteint pour chaque centre de détention pour l'année financière 2025-2026.	RP1-180	-
RP3-058	Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et le palais de justice de Chicoutimi.		29
RP3-059	Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et un endroit autre que le palais de justice de Chicoutimi.		29

RP3-060	État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue.		30
RP3-061	Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention au 31 mars 2026; ventilation par condamné et prévenu.	RP1-186	-
RP3-062	La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.	RP1-189	-
RP3-063	Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention en 2025-2026.	RP1-190	-
RP3-064	Depuis 2008-2009, le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur; ventilation par année et par centre de détention.	RP1-191	-
RP3-065	Depuis 2008-2009, le nombre d'évasions pour chaque centre de détention, ventilé par année.	RP1-192	-
RP3-066	Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars de chaque année depuis 2011.	RP1-193	-
RP3-067	En moyenne, par jour, le nombre d'individus incarcérés pour chaque centre de détention en 2025-2026.	RP1-186	-
RP3-068	Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par centre de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) et par année financière depuis 2011-2012.	RP1-194	-
RP3-069	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par centre de détention et par année financière depuis 2011-2012.	RP1-195	-
RP3-070	Depuis 2011-2012, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les agents des services correctionnels. Ventilation par établissement.	RP1-197	-
RP3-071	Depuis 2011-2012, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les gestionnaires des services correctionnels. Ventilation par établissement.	RP1-196	-
RP3-072	Depuis 2011-2012, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention.	RP1-197	-
RP3-073	Depuis 2011-2012, par année financière, le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.	RP1-208	-
RP3-074	Depuis 2011-2012, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.	RP1-207	-
RP3-075	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis 2011-2012 et par région administrative.	RP1-210	-
RP3-076	Le nombre d'agents de surveillance ainsi que le nombre d'heures effectuées sur les suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par région administrative et par année financière depuis 2011-2012.	RP1-210	-

RP3-077	Le coût des roulottes dans les prisons depuis 2011-2012, par année financière et par prison.	RP1-211	-
RP3-078	La liste et le coût des travaux effectués au quartier cellulaire de Puvirnituk depuis le 24 avril 2016.		31
RP3-079	Les travaux prévus au quartier cellulaire de Puvirnituk pour l'année en cours.		31
RP3-080	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2025-2026 et de celles prévues en 2025 2026 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.	RP1-212	-
RP3-081	Depuis 2011-2012, le nombre de cellulaires saisis dans les établissements de détention, par établissement et par année.	RP1-213	-
RP3-082	Depuis 2011-2012, le nombre de drones signalés dans les établissements de détention ou à proximité, par établissement et par année.	RP1-214	-
RP3-083	Le nombre total de cours extérieures et de cours grillagées complétées ou présentement en construction, par établissement. Pour celles en construction, fournir la date prévue de fin des travaux.	RP1-217	-
RP3-084	Bilan des actions prioritaires pour un meilleur suivi et une meilleure intervention auprès des personnes jugées non criminellement responsables, incluant les sommes octroyées ainsi que les résultats du déploiement des actions.	RP1-094	
RP3-085	La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.	RP1-060	-
RP3-086	Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.	RP1-061	-
RP3-087	Depuis 2011-2012, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux.	RP1-056	-
RP3-088	Depuis 2011-2012, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.	RP1-161	-
RP3-089	Pour l'année 2025-2026, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la SQ.	RP1-057	-
RP3-090	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2025 2026.	RP1-225	-
RP3-091	Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2025-2026		32
RP3-092	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2025-2026.	RP1-063	-
RP3-093	Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région depuis 2013-2014, et ce, par année.	RP1-065	-

RP3-094	Le nombre d'interventions policières incluant l'usage du pistolet Taser depuis 2013-2014, par année financière, par corps policier et par région.	RP1-065	-
RP3-095	Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone par année, depuis 2013-2014.	RP1-065	-
RP3-096	Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser par année, depuis 2013-2014.	RP1-065	-
RP3-097	Le nombre et la valeur des saisies de tabac de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.	RP1-069	-
RP3-098	Le nombre de crimes haineux par année depuis 2011-2012.	RP1-080	-
RP3-099	Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2025-2026.		33
RP3-100	Liste et copie des études et des analyses faites concernant la possibilité d'ingérence étrangère dans les élections du Québec depuis 2011;		34
RP3-101	Liste et copie des études et des analyses faites concernant la possible menace à la démocratie québécoise depuis 2011;		35
RP3-102	Liste et copie des études et des analyses faites concernant les menaces possibles à la démocratie québécoise depuis 2011;	RP3-101	-
RP3-103	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, ainsi que les prévisions pour 2026-2027.	RP1-081	-
RP3-104	Sommes ventilées, accordées depuis 2008-2009, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2025-2026. Effectif assurant la sécurité, par année financière depuis 2011-2012, et effectif prévu cette année.	RP1-082	-
RP3-105	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu pour chaque corps de police.	RP1-059	-
RP3-106	Fournir la liste des policiers qui se sont enlevé la vie au cours des cinq dernières années; indiquer la date de leur décès et le corps de police auquel ils étaient rattachés.	BC	-
RP3-107	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.	RP1-245	-
RP3-108	Montant dédié au Cadre de prévention des principaux risques naturels pour les trois dernières années. prévisions pour 2026-2027.	RP1-250	-
RP3-109	État de situation au 31 mars 2026 de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2025 2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027. Ventiler la mise en œuvre par :	RP1-251	-
RP3-110	a. orientation de la Politique;	RP1-020	-

RP3-111	Le nombre de demandes d'indemnité reçues en lien avec la crue printanière de 2019, incluant les montants, le délai de traitement des demandes, le montant versé en indemnités au 31 mars 2025 et l'état de situation concernant les demandes qui ne seraient pas encore traitées.	RP1-246	-
RP3-112	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2025-2026, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.	BC	-
RP3-113	L'effectif du bureau du coroner ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour 2025-2026.	BC	-
RP3-114	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2025-2026 ainsi que les augmentations prévues.	BC	-
RP3-115	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés par année depuis 2016 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	BC	-
RP3-116	La liste des enquêtes terminées en 2025-2026 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de la remise du rapport).	BC	-
RP3-117	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2026 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	BC	-
RP3-118	Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2025-2026.	BC	-
RP3-119	L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2025-2026.	COMDP	-
RP3-120	La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2025-2026 ainsi que les augmentations et bonis prévus.	COMDP	-
RP3-121	La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2025-2026 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.	COMDP	-
RP3-122	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2025-2026 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	COMDP	-
RP3-123	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire, et nombre de plaintes refusées, par motif.	COMDP	-
RP3-124	L'effectif ainsi que la masse salariale du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2025-2026.	TADP	-
RP3-125	La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2025-2026 ainsi que les augmentations prévues.	TADP	-
RP3-126	Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2025-2026.	TADP	-
RP3-127	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2026, par catégorie et par origine.	TADP	-

RP3-128	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.	TADP	-
RP3-129	L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour la période 2025-2026, et les prévisions pour 2026-2027.	CQLC	-
RP3-130	La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la commission pour la période 2025-2026, incluant leur cv, leur traitement annuel et la date de fin de leur mandat.	CQLC	-
RP3-131	Répartition des décisions prises par la commission pour la période 2025-2026 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).	CQLC	-
RP3-132	Répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncations et des décisions de la commission pour la période 2025-2026.	CQLC	-
RP3-133	Copie des ententes conclues avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédérale) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers de détenus.	CQLC	-
RP3-134	L'effectif ainsi que la masse salariale de l'ÉNPQ, par catégorie d'emploi, pour la période 2025-2026.	RP1-282	-
RP3-135	La liste des dirigeants de l'ÉNPQ, leur rémunération respective pour la période 2025-2026 ainsi que les augmentations prévues.	RP1-282	-
RP3-136	La liste des cours offerts par l'ÉNPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	RP1-286	-
RP3-137	La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ÉNPQ et pour y graduer.	RP1-287	-
RP3-138	Montant réel de la subvention versée à l'ÉNPQ pour l'année 2025-2026 et montant de la subvention prévue pour 2026-2027.	RP1-288	-
RP3-139	L'effectif ainsi que la masse salariale de la RACJ, par catégorie d'emploi, pour la période 2025-2026	RACJ	-
RP3-140	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2025-2026, ainsi que les augmentations prévues. Pour chacun, préciser la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.	RACJ	-
RP3-141	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité, pour la période 2025-2026.	RACJ	-
RP3-142	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2025 2026, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	RACJ	-
RP3-143	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2025-2026, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	RACJ	-
RP3-144	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2025-2026.	RACJ	-

RP3-145	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes, depuis 2011-2012, par année financière.	RACJ	-
RP3-146	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris pour la période 2025-2026.	RACJ	-
RP3-147	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2025-2026, ainsi que le résultat de chacune des décisions.	RACJ	-
RP3-148	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis 2011-2012, et ce, par année financière.	RACJ	-
RP3-149	Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs depuis 2011-2012, et ce, par année.	RACJ	-
RP3-150	Subvention versée par le MSP depuis 2005 2006, et ce, par année, au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.		36
RP3-151	Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés en 2025-2026, par région.	RP1-316	-
RP3-152	Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité en 2025-2026.	RP1-317	-
RP3-153	Total des dépenses effectuées par le BEI, selon les plus récentes données disponibles.	BEI	-
RP3-154	Budget alloué au BEI pour l'année 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.	BEI	-
RP3-155	Effectif du BEI en date du 31 mars 2026. Préciser, pour chacun des postes suivants, le nombre de policiers et le nombre de civils : enquêteurs et superviseurs aux enquêtes.	BEI	-
RP3-156	Effectif autorisé pour l'exercice financier 2025-2026.	BEI	-
RP3-157	Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.		37
RP3-158	Concernant l'implantation du système de communication d'urgence RENIR, indiquer les sommes, au 31 mars 2026, qui ont été nécessaires au maintien du système de communication précédent, la nature et le nombre de situations problématiques dans lesquelles le système RENIR a été impliqué, et le montant prévu en 2026-2027 pour en compléter le déploiement et corriger les ratés.	SQ	-
RP3-159	Bilan de mise en œuvre du plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, incluant les sommes octroyées pour le déploiement de chacune des mesures ainsi que les résultats du déploiement de ces mesures.		38
RP3-160	Évolution du nombre d'intoxications d'une personne à son insu depuis 2018, et ce, pour chaque année.	RP1-046	-
RP3-161	Bilan de mise en œuvre des mesures clés pour prévenir et contrer l'intoxication d'une personne à son insu (GHB et autre substances), incluant les sommes allouées et les résultats du déploiement de ces mesures.	RP1-048	-

RP3-162	Évolution du portrait concernant le déploiement des bracelets antirapprochement, incluant les statistiques relatives à la mesure ainsi qu'à l'évaluation de l'efficacité de la mesure du bracelet antirapprochement, depuis 2024, et ce, par année, et aussi ventilé par région.	RP1-052	-
RP3-163	Brosser un portrait des mesures mises en œuvre – ou qui seront mises en œuvre – pour faire face aux principaux incidents et défis rencontrés relatifs au déploiement du bracelet antirapprochement, incluant les sommes octroyées ou qui le seront.	RP1-052	-
RP3-164	État de situation quant aux travaux à venir : volet autochtone, formation continue du personnel, amélioration continue du service du bracelet antirapprochement, et autres. Indiquer les sommes octroyées pour chacun de ces travaux.		41
RP3-165	État de situation concernant les suicides dans les services correctionnels ainsi qu'à la sortie de ceux-ci, depuis 2022, et ce, pour chaque année.	RP1-227	-
RP3-166	Bilan du programme de prévention du suicide appliqué aux services correctionnels, incluant les sommes allouées – ou qui le seront – ainsi que les résultats obtenus ou attendus.	RP1-226	-
RP3-167	Bilan de la politique ministérielle pour une police de proximité au service de la population, incluant les échéanciers, les mesures mises en œuvre et celles qui le seront, les sommes allouées à la mise en œuvre de ces mesures, ainsi que les résultats obtenus ou attendus.		42
RP3-168	Bilan de la politique ministérielle Prévenir la criminalité ensemble, incluant les échéanciers, les mesures mises en œuvre et celles qui le seront, les sommes allouées à la mise en œuvre de ces mesures, ainsi que les résultats obtenus ou attendus		43

Question **002**

Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.

Veillez vous référer au rapport annuel de gestion du ministère de la Sécurité publique.

Question **005**

Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2025-2026 qui n'ont pas été reconduits en 2026-2027, en incluant les programmes qui ont été abolis

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2026-2027.

Question **006**

Par programme, indiquer les crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2025-2026

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2025-2026.

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2026-2027

Question **007**

Pour l'année 2025-2026, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir :

- a. la liste des employés et des membres du conseil d'administration;
- b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération;
- c. la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv;
- d. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

Veillez vous référer au cahier de chacun des organismes.

Question **008**

Pour l'année 2025-2026, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.

Bureau du sous-ministre	4
Sous-ministériat des services à la gestion	7
Sous-ministériat des services correctionnels	103
Sous-ministériat des affaires policières et des sciences judiciaires	7
Sous-ministériat des services de sécurité	6
Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie	7
TOTAL	134

Au 31 janvier 2026

Source : EI SAGIR – Rapports sur les départs et sur les effectifs et réserves

Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.

Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Question **009**

Pour l'année 2025-2026, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.

Au ministère, 3 employés ayant un statut d'occasionnel ont été congédiés durant la période de référence.

Bureau du sous-ministre	0
Sous-ministériat des services à la gestion	0
Sous-ministériat des services correctionnels	0
Sous-ministériat des affaires policières et de sciences judiciaires	0
Sous-ministériat des services de sécurité	1
Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie	0
TOTAL	1

Au 31 janvier 2026

Source : EI SAGIR – Rapport sur les départs

Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.

Question **010**

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2025-2026.

Entités	Période de référence 2025-2026		
	Nombre total employés	Nombre employés occasionnels	%
Bureau du sous-ministre	78	0	0 %
Sous-ministériat des services à la gestion	450	0	0 %
Sous-ministériat des services correctionnels	4 460	215	5 %
Sous-ministériat des affaires policières et des sciences judiciaires	335	8	2 %
Sous-ministériat des services de sécurité	608	28	5 %
Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie	314	0	0 %
Total	6 245	251	4 %

Au 31 janvier 2026

Source : Rapport EI Effectifs et réserve

Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.

Question **011**

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents en 2025-2026.

Entités	Période de référence 2025-2026		
	Nombre d'employés occasionnels auxquels sont ajoutés les employés qui sont devenus permanents en cours d'année	Nombre d'employés occasionnels devenus permanents (temporaires)	%
Bureau du sous-ministre	0	0	0 %
Sous-ministériat des services à la gestion	0	0	0 %
Sous-ministériat des services correctionnels	420	205	49 %
Sous-ministériat des affaires policières et des sciences judiciaires	12	4	33 %
Sous-ministériat des services de sécurité	78	50	64 %
Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie	2	2	100 %
TOTAL	512	261	51 %

Au 31 janvier 2026

Source : EI SAGIR – Rapport sur les nominations, les historiques d'affectation et les effectifs.

Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.

Question **012**

Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2025-2026, en incluant les coûts.

Pour l'année 2025-2026, un sondage de satisfaction de la population à l'égard de la police a été réalisé, au coût de 60 000 \$, par la firme BIP Recherche Inc.

Question **015**

Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère et des organismes concernés en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 23).

Ministère de la sécurité publique	https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/securite-publique/acces-information/depenses-du-ministere-de-la-securite-publique#c189046
Régie des alcools, des courses et des jeux	https://www.racj.gouv.qc.ca/la-regie/acces-a-linformation/diffusion-de-documents.html
Commission québécoise des libérations conditionnelles	https://www.cqlc.gouv.qc.ca/fileadmin/mind/mind.html
Bureau du coroner	https://www.coroner.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/depenses.html
Commissaire à la déontologie policière	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/diffusion-de-linformation
Tribunal administratif de déontologie policière	https://tadp.gouv.qc.ca/acces-et-diffusion-de-linformation/renseignements-relatifs-aux-depenses
Commission à la lutte contre la corruption - Unité permanente anticorruption	https://upac.gouv.qc.ca/decouvrir-upac/documentation/diffusion-depenses
Bureau des enquêtes indépendantes	https://www.bei.gouv.qc.ca/organisme/diffusion-de-linformation

Question **017**

Fournir toute étude, tout document ou toute analyse au sujet d'un changement au mode de nomination du commissaire de l'UPAC

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits.

Question **019**

Pour chaque initiative, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et contrôle applicables.

Cette question relève du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, lequel est responsable de la coordination et de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental.

Question **021**

Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2025-2026 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.

Le Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes a pris fin le 31 mars 2025.

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers antérieurs de l'Étude des crédits.

Question **022**

Fournir un état de situation pour les trois actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan pour une économie verte 2030 (PEV)

ACTION DU PEV 2030	Projet	Description du projet	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire	Montant déboursé 2025-2026 (en \$) ¹
A1-100 (3.1.3.1)	Cartographier et diffuser les risques d'érosion et de submersion côtières			
	Acquisition données (Lidar, bathymétrie, vague, orthophoto, ect)	Réalisation de LiDAR et de travaux de bathymétrie en vue de fournir des données pour les travaux essentiels de cartographie, de recherche et de traitement des risques pour l'ensemble des aléas.	MRNF	1 642 944 \$
	Détermination des marges de sécurité des zones exposées à l'érosion et à la submersion côtières	Déterminer les marges de sécurité des zones exposées à l'érosion côtière pour les municipalités régionales de comté (MRC) suivantes : Rimouski-Neigette, Les Basques, Rivière-du-Loup, Kamouraska, L'Islet, Montmagny, La Côte-de-Beaupré, Charlevoix, Charlevoix-Est et l'île d'Anticosti. Une mise à jour des taux de déplacement est également réalisée pour la communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine et les MRC d'Avignon et de Bonaventure.	Université du Québec à Rimouski (UQAR)	457 056 \$
	Projections futures de la hausse du niveau de la mer pour le Québec maritime et évaluation des conséquences en appui à la détermination des marges de sécurité et à l'adaptation aux changements climatiques	Reconstituer les variations du niveau marin relatif dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent, mieux comprendre les causes de ces variations et mieux modéliser les projections de la hausse du niveau de la mer à l'échelle régionale dans le futur.	UQAR	100 000 \$
	Quantifier et modéliser les effets de la réduction du couvert de glace sur l'intensité de l'érosion et de la submersion côtières	Formuler des recommandations sur les ajustements à apporter pour la cartographie des zones exposées à l'érosion et la submersion côtières pour tenir compte de la réduction du couvert de glace associée au réchauffement climatique.	UQAR	100 000 \$
TOTAL ACTION A1-100				2 300 000 \$

¹ Maximums prévus qui seront versés d'après les prévisions du ministère de la Sécurité publique (MSP) d'ici le 31 mars 2026.

Question **022**

Suite

A1-110 (3.1.3.3)	Planter des solutions d'adaptation pour l'érosion et la submersion côtières			
	Matane - secteur Matane-sur-Mer	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans le secteur Matane-sur-Mer	Ville de Matane	2 000 000 \$
	Matane - secteur Petit-Matane	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans le secteur de Petit-Matane	Ville de Matane	2 000 000 \$
	Notre-Dame-du-Portage	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long de la route du fleuve à l'ouest du quai	Municipalité de Notre-Dame-du-Portage	1 000 000 \$
	Sainte-Anne-des-Monts	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières	Municipalité de Sainte-Anne-des-Monts	2 000 000 \$
	Sainte-Luce (Phase 2)	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans le secteur de l'Anse-aux-Coques	Municipalité de Sainte-Luce	0 \$
	Îles-de-la-Madeleine (secteur La Martinique)	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans le secteur La Martinique	Municipalité Les Îles-de-la-Madeleine	500 000\$
	Saint-Ulric	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long de l'avenue Ulric-Tessier à Saint-Ulric	Municipalité de Saint-Ulric	0 \$
	Sainte-Félicité	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long du boulevard Perron à Sainte-Félicité	Municipalité de Sainte-Félicité	0 \$
	Métis-sur-Mer (secteur Les Boules)	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long de la rue principale à Métis-sur-Mer dans le secteur Les Boules	Municipalité de Métis-sur-Mer	0 \$
	Rimouski	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières à Rimouski	Ville de Rimouski	0 \$
	Baie-des-Sables	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long de la rue de La Mer à Bais-des-Sables	Municipalité de Baie-des-Sables	357 837 \$
	Rivière-au-Tonnerre	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long de la rue de La Mer à Rivière-au-Tonnerre	Municipalité de Rivière-au-Tonnerre	500 000 \$
	Port-Cartier - Rochelois	Entente de financement visant la réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans le secteur de la plage Rochelois à Port-Cartier	Ville de Port-Cartier	6 632 163 \$
TOTAL ACTION A1-110				14 990 000 \$

Question **022**

Suite

A1-160 (3.1.4.1)		Soutenir la réalisation d'appréciations de risques associés aux feux de forêt		
	Entente avec la Société de protection des forêts contre le feu (SOPEU)	Contrat de services de gré à gré	SOPFEU	1 000 000 \$
	Projet de recherche FP Innovation	Contrat de gré à gré	FP Innovation	500 000 \$
TOTAL ACTION A1-160				1 500 000 \$
A1-170 (3.1.4.2)		Planter des solutions d'adaptation pour les feux de forêt		
	Chibougamau	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de Chibougamau	Ville de Chibougamau	0 \$
	Chapais	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de Chapais	Ville de Chapais	0 \$
	Lebel-sur-Quévillon	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de Lebel-sur-Quévillon	Ville de Lebel-sur-Quévillon	0 \$
	Gouvernement régional Eeyou Itschee Baie-James	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt sur le territoire du Gouvernement régional Eeyou Itschee Baie-James	Gouvernement régional Eeyou Itschee Baie-James	0 \$
	Saint-Lambert	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la paroisse de Saint-Lambert	Paroisse de Saint-Lambert	0 \$
	Normétal	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la municipalité de Normétal	Municipalité de Normétal	0 \$
	Sept-Îles	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt à Sept-Îles	Ville de Sept-Îles	0 \$
	La Tuque	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de La Tuque	Ville de La Tuque	0 \$
	Senneterre	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de Senneterre	Ville de Senneterre	600 708 \$
	Val-d'Or	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de Val-d'Or	Ville de Val d'Or	0 \$
	Port-Cartier	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de Port-Cartier	Ville de Port-Cartier	0 \$

Question **022**

Suite

	Matagami	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de Matagami	Ville de Matagami	0 \$
	Albertville	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la municipalité d'Albertville	Municipalité d'Albertville	0 \$
	Fernand-Boileau	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la municipalité de Fernand-et-Boileau	Municipalité de Fernand-et-Boileau	0 \$
	Godbout	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans le village de Godbout	Ville de Godbout	0 \$
	Baie-Trinité	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans le village de Baie-Trinité	Ville de Baie-Trinité	0 \$
	La Romaine	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la communauté de La Romaine	Municipalité de La Romaine	142 104 \$
	Gros-Mécatina	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la municipalité de Gros-Mécatina	Municipalité de Gros-Mécatina	143 025 \$
	Rivière-Saint-Jean	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la municipalité de Rivière-Saint-Jean	Municipalité de Rivière-Saint-Jean	143 460 \$
	Colombier	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la municipalité de Colombier	Municipalité de Colombier	142 334 \$
	La Doré	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la municipalité de La Doré	Municipalité de La Doré	125 258 \$
	Notre-Dame-de-Lorette	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la municipalité de Notre-Dame-de-Lorette	Municipalité de Notre-Dame-de-Lorette	143 546 \$
	Baie-Comeau	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de Baie-Comeau	Ville de Baie-Comeau	202 769 \$
	Chevery	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la municipalité de Chevery	Municipalité de Chevery	142 104 \$
	Ville de Shefferville	Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de Schefferville	Ville de Shefferville	143 378 \$

Question **022**

Suite

	Ville de Murdochville	Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de Murdochville	Ville de Murdochville	250 529 \$
	Municipalité de Franquelin	Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la municipalité de Franquelin	Municipalité de Franquelin	143 294 \$
	Municipalité de Larouche	Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la municipalité de Larouche	Municipalité de Larouche	124 628 \$
	Municipalité de Lac-Bouchette	Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la municipalité de Lac-Bouchette	Municipalité de Lac-Bouchette	125 630 \$
	Municipalité de Longue-Pointe-de-Mingan	Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la municipalité de Longue-Pointe-de-Mingan	Municipalité de Longue-Pointe-de-Mingan	143 006 \$
TOTAL ACTION A1-170				2 715 773 \$
A1-130 (3.5.1.2)	Cartographier et diffuser les risques d'érosion et de submersion côtières sur les côtes du Nunavik et d'Eeyou Istchee Baie-James, en climat futur			
	Analyse des aléas et de la dynamique littorale au Nunavik	Analyser les dynamiques et aléas littoraux du Nunavik pour améliorer l'état de préparation des communautés face aux risques liés aux changements climatiques, incluant les risques de sinistres.		300 000 \$
TOTAL ACTION A1-130				300 000 \$
GRAND TOTAL				21 805 773 \$

Note : L'inscription 0 \$ signifie que le projet est en cours de réalisation, mais qu'aucun versement n'est prévu pour l'exercice financier 2025-2026.

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2026-2027

Question **026**

Coûts totaux reliés à la mise en place du Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF) en précisant :
a) coûts pour l'exercice 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027;
b) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des frais d'opération du SIAF;
c) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des effectifs;
d) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des publicités.

	Projet de développement informatique (\$)	Évolution TI (\$)	Opérations (prise d'inventaire) (\$)	Dépenses communications (\$)	Autres dépenses (\$)	Total (\$)
Coûts estimés pour l'exercice 2025-2026 ¹ :	0	100 000	5 100 737	1 015	18 900	5 220 652

¹ Les coûts représentent une projection au 31 mars 2026.

Question **028**

Échéancier prévu pour l'enregistrement de la totalité des armes en circulation par le Service d'immatriculation des armes à feu.

Lors de la mise en place du Fichier d'immatriculation des armes à feu, le ministère de la Sécurité publique a fixé à environ 1,3 million le nombre d'armes à feu à être immatriculées au 31 mars 2021.

Cet objectif a été atteint en octobre 2020.

Question **029**

Estimation du nombre d'armes à feu en circulation au Québec et nécessitant une immatriculation en date du 31 mars 2025.

La Loi sur l'immatriculation des armes à feu (LIAF) a pour objet de favoriser, auprès des autorités publiques, la connaissance de la présence, sur le territoire du Québec, de l'ensemble des armes à feu de façon à appuyer les agents de la paix dans leur travail d'enquête ainsi que lors de leurs interventions, y compris leurs interventions préventives. Elle prévoit que toute entreprise et tout particulier propriétaire d'une arme à feu doit en demander l'immatriculation dès la prise de possession de cette arme ou dès qu'elle est présente sur le territoire.

La LIAF vise les armes longues (principalement les carabines et les fusils de chasse) classifiées « sans restriction » qui, contrairement aux armes à feu restreintes et prohibées, ne sont plus enregistrées au Registre canadien des armes à feu depuis l'entrée en vigueur en 2012 de la Loi sur l'abolition du registre des armes d'épaule. À cette date, le Québec comptait 1 654 239 armes à feu sans restriction enregistrées au Registre canadien des armes à feu.

Seul le Québec s'est doté d'un registre qui recueille les informations relatives aux armes à feu sans restriction présentes sur son territoire et à leurs propriétaires avec l'entrée en vigueur de la LIAF en 2018 : le Fichier d'immatriculation des armes à feu (FIAF). Au 31 janvier 2026, 1 769 962 armes à feu y étaient inscrites.

Question **030**

Nombre d'armes à feu perquisitionné au Québec depuis 2019, ventilé par régions, et ce, par année.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) ne détient pas le nombre d'armes à feu récupérées par les corps de police du Québec depuis 2019. Toutefois, le MSP détient le nombre d'armes à feu saisies pour la période du 1^{er} octobre 2021 au 31 janvier 2026 par les équipes spécialisées des corps de police de niveau 3 et plus dans le cadre de dossiers de violence armée liée aux groupes criminels. Ces chiffres ne représentent donc qu'une partie des armes à feu saisies au Québec.

Équipes spécialisées des corps de police	Nombre d'armes à feu saisies du 1er octobre 2021 au 31 janvier 2026
Équipes de la structure nationale de lutte contre le crime organisé - Sûreté du Québec	1 502
Équipe multisectorielle sur les armes à feu - Service de police de la Ville de Montréal	270
Équipe spécialisée en armes à feu de l'Escouade crime organisé - Service de police de Laval	181
Brigade d'intervention multidisciplinaire - Service de police de l'Agglomération de Longueuil	72
Projet MALSAIN - Service de police de la Ville de Québec	176
Service de police de la Ville de Gatineau	64
TOTAL	2 265

Au 31 janvier 2026

Question **031**

Portrait des interventions concernant une personne en crise ou avec l'état mental perturbé au Québec depuis 2019, et ce, par année, et ventilé par région.

Corps de police	Nombre d'interventions policières menées auprès d'une personne présentant un problème de santé mentale ¹						
	2019	2020	2021 ²	2022	2023	2024	2025 ³
Blainville	239	284	482	259	259	329	ND
Bromont	40	53	60	56	74	93	ND
Châteauguay	614	481	516	495	530	507	ND
Gatineau	3 449	3 602	3 883	3 880	3 824	3 448	ND
Granby	371	724	897	1 093	942	933	ND
L'Assomption–Saint-Sulpice	172	154	167	149	180	209	ND
Laval	2 010	2 024	2 581	2 996	4 692	4 474	ND
Lévis	704	741	757	796	1 062	1 326	ND
Longueuil	3 376	3 650	4 036	3 711	4 029	4 161	ND
Mascouche	163	318	361	229	307	355	ND
Memphrémagog (régie)	214	272	287	282	303	272	ND
Mercier	45	63	120	76	61	52	ND
Mirabel	375	428	479	462	514	519	ND
Montréal	± 100/jour	± 100/jour	13 726	16 269	17 278	18 141	ND

Question **031**

Suite

Mont-Tremblant ⁴	67	70	—	—	—	—	—
MRC des Collines-de- l'Outaouais	259	278	310	331	245	392	ND
Québec	6 771	5 934	6 004	6 195	6 532	6 368	ND
Lac des Deux- Montagnes (régie)	280	331	329	286	313	323	ND
Roussillon (régie)	540	660	623	763	850	884	ND
Repentigny	527	450	514	506	504	686	ND
Richelieu–Saint-Laurent (régie)	932	1003	1 143	1 277	1 343	1 550	ND
Saguenay	1 152	1 088	1 494	1 605	1 898	2 601	ND
Saint-Eustache	351	330	388	343	442	397	ND
Saint-Jean-sur-Richelieu	870	1 295	1 568	2 246	2 102	2 728	ND
Saint-Jérôme	812	623	1 048	1 298	1 217	1 645	ND
Sherbrooke	1 564	1 556	1 661	1 960	1 815	1 962	ND
Terrebonne	1 034	999	1 040	1 211	1 271	2 036	ND
Thérèse-De Blainville (régie)	578	566	598	571	591	637	ND
Thetford Mines ⁵	271	315	265	442	—	—	—
Trois-Rivières	1 165	2 670	746	3 933	4 251	4 507	ND
Sûreté du Québec	20 115	23 051	24 211	25 270	27 335	30 101	ND

Question **031**

Portrait des interventions concernant une personne en crise ou avec l'état mental perturbé au Québec depuis 2019, et ce, par année, et ventilé par région.

- ¹ Il s'agit d'une transposition d'information transmise par les corps de police par l'entremise du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Ce dernier est rempli annuellement par les corps de police.
- ² Lors de l'édition 2021 du Questionnaire, une référence permettant de préciser certains types d'interventions et d'activités policières pouvant être visés par la question a été ajoutée afin de favoriser l'uniformité des données collectées. Notamment, le Service de police de la Ville de Montréal a ainsi été en mesure de mieux circonscrire dans ses systèmes les interventions en santé mentale effectuées en 2021 comparativement aux années précédentes.
- ³ Données du Questionnaire sur l'administration des activités policières 2025 non disponibles.
- ⁴ Le Service de police de la Ville de Mont-Tremblant a été aboli le 22 juin 2021. Les services policiers sur le territoire de cette ville sont désormais assurés par la Sûreté du Québec.
- ⁵ Le Service de police de la Ville de Thetford Mines a été aboli le 22 mars 2023. Les services policiers sur le territoire de cette ville sont désormais assurés par la Sûreté du Québec.

Au 31 janvier 2026

Question **033**

Portrait des crimes violents et par armes à feu au Québec depuis 2019, et ce, par année, et ventilé par région.

Le ministère de la Sécurité publique mesure actuellement la violence armée à l'aide de deux données : (1) le nombre de personnes blessées ou tuées par arme à feu et (2) le nombre d'infractions contre la personne au *Code criminel* se rapportant explicitement au fait de décharger une arme à feu avec une intention particulière, au fait de braquer une arme à feu et à l'usage d'une arme à feu lors de la perpétration d'un acte criminel, mais qui n'entraîne pas de blessure (par arme à feu) ou la mort d'une victime.

Tableau 1 : Nombre de victimes d'infractions contre la personne blessées par arme à feu selon la région, Québec, 2020 à 2024

Région administrative	2020	2021	2022	2023 ^a	2024 ^p
Bas-Saint-Laurent	1	1	0	1	4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2	3	2	6	4
Capitale-Nationale	9	7	10	14	16
Mauricie	9	5	2	3	5
Estrie	5	5	6	9	11
Montréal	86	87	62	33	30
Outaouais	16	6	10	9	0
Abitibi-Témiscamingue	2	3	8	1	1
Côte-Nord	2	1	2	1	3
Nord-du-Québec	1	3	4	1	0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1	0	1	0	1
Chaudière-Appalaches	6	2	1	1	8
Laval	18	22	19	7	2
Lanaudière	6	11	5	2	12
Laurentides	11	11	7	1	2
Montérégie	20	13	11	10	9
Centre-du-Québec	1	2	2	1	1
Ensemble du Québec	196	182	152	100	109

a : données actualisées p : données provisoires (extraction novembre 2025) Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme DUC 2.2

Question **033**

Suite

Tableau 2 : Nombre d'infractions contre la personne impliquant une arme à feu (*UBD : usage, braquage, décharge*), mais n'ayant pas causé de blessures par arme à feu selon la région, Québec, 2020 à 2024

Région administrative	2020	2021	2022	2023 ^a	2024 ^p
Bas-Saint-Laurent	7	7	7	8	12
Saguenay–Lac-Saint-Jean	7	30	17	15	20
Capitale-Nationale	39	28	45	49	49
Mauricie	9	12	18	23	24
Estrie	7	8	17	17	30
Montréal	205	264	297	237	211
Outaouais	34	33	50	52	45
Abitibi-Témiscamingue	11	20	14	21	15
Côte-Nord	2	2	5	8	26
Nord-du-Québec	1	0	4	1	5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	3	6	5	9	8
Chaudière-Appalaches	14	12	10	18	39
Laval	36	47	36	24	49
Lanaudière	12	21	32	22	57
Laurentides	26	34	29	40	53
Montérégie	27	48	55	54	54
Centre-du-Québec	6	8	1	14	6
Ensemble du Québec	446	580	642	612	703

a : données actualisées p : données provisoires (extraction novembre 2025) Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme DUC 2.2

Question **033**

Suite

Pour l'ensemble du Québec, le nombre de victimes blessées ou tuées par arme à feu a diminué de 7,1 % entre 2020 et 2021 (-14), de 16,5 % en 2022 (-30), de 34,2 % en 2023 (-52), pour ensuite augmenter de 9,0 % en 2024 (+9).

- Le nombre de victimes blessées ou tuées par arme à feu s'élève à 109 en 2024, soit 87 de moins qu'en 2020.
- La région administrative qui affiche le plus important nombre de victimes blessées ou tuées par arme à feu, soit Montréal, affiche une diminution de 56 victimes (-65,1 %) entre 2020 et 2024.

Le nombre d'infractions contre la personne liées aux armes à feu, mais qui n'entraînent pas de blessure (par arme à feu) ou la mort d'une victime passe de 446 infractions en 2020 à 703 infractions en 2024, ce qui représente une augmentation de 57,6 %.

- La région administrative qui affiche le plus important nombre d'infractions contre la personne impliquant une arme à feu, mais n'ayant pas causé de blessures (par arme à feu), soit Montréal, affiche une hausse de 2,9 % (+6 infractions).

Les statistiques des tableaux 1 et 2 sont complémentaires (mutuellement exclusifs) : pour l'année 2024^p, 812 affaires en lien avec la violence armée sont recensées au Québec. Pour l'année 2020, le total s'élevait à 642.

Les données provisoires pour l'année 2025 seront disponibles à l'été 2026.

Au 31 janvier 2026

Question

058-

059

Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et le palais de justice de Chicoutimi - Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et un endroit autre que le palais de justice de Chicoutimi

Les coûts pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de détention de Roberval et le palais de justice de Chicoutimi pour l'année 2025-2026¹ sont de 54 547 \$.

Les coûts pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de détention de Roberval et un endroit autre que le palais de justice de Chicoutimi pour l'année 2025-2026¹ sont de 51 351 \$.

La dépense en salaire comprend les heures en temps régulier et en heures supplémentaires, ainsi que les heures d'absences des agents de services correctionnels à temps complet affectés à cette activité.

¹ Au 31 janvier 2026.

Question **060**

État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue.

Depuis juillet 2018, l'Établissement de détention d'Amos accueille la clientèle prévenue inuite en provenance du Nunavik selon l'entente signée avec l'Administration régionale Kativik et la Société Makivik.

Entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026, ce sont 422 prévenus qui ont été transportés vers l'Établissement de détention d'Amos par l'entremise de 74 ponts aériens.

Au total, ce sont 325 ponts aériens qui ont été réalisés entre le Nunavik et l'Établissement de détention d'Amos depuis le 1^{er} avril 2020.

Question

078-

079

La liste et le coût des travaux effectués au quartier cellulaire de Puvirnituc depuis cinq ans.
Les travaux prévus au quartier cellulaire de Puvirnituc pour l'année en cours.

Les coûts du projet s'élèvent à 24 744 100 \$.

Question **091**

Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2025-2026

Événements criminels liés aux fraudes électroniques¹, Québec, 2023 et 2024² : Le nombre de fraudes électroniques présenté dans le tableau ne représente pas la totalité des fraudes commises au Québec, mais seulement celles qui ont été déclarées aux corps policiers.

Code d'événement	Année	Nombre de dossiers	Somme des pertes	Valeur maximum ³	Valeur minimum ⁴
Fraudes par ordinateur (21 613)	2023 ^a	4 096	42 747 098 \$	3 000 000 \$	4 \$
	2024 ^p	4 162	70 183 882 \$	12 000 000 \$	1 \$
	2025	Informations non disponibles pour le moment*			
Clonage de cartes de service (21 614)	2023 ^a	37	44 503 \$	13 606 \$	50 \$
	2024 ^p	43	140 016 \$	28 005 \$	90 \$
	2025	Informations non disponibles pour le moment*			

Source : ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps de police autochtones.

a : données actualisées p : données provisoires (extraction, novembre 2025)

*Données 2025 non disponibles. Le traitement des données 2025 sera effectué en mai 2026.

¹ Les montants estimés de fraudes sont une appréciation du policier selon les renseignements qui lui sont fournis par le plaignant.

² Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

³ Valeur estimée de la fraude la plus élevée parmi toutes les fraudes recensées.

⁴ Valeur estimée de la fraude la plus basse parmi toutes les fraudes recensées pour lesquelles la valeur de la fraude est connue et supérieure à 0 \$.

Au 31 janvier 2026

Question **099**

Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2025-2026.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Question **100**

Liste et copie des études et des analyses faites concernant la possibilité d'ingérence étrangère dans les élections du Québec depuis 2010.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Question **101**

Liste et copie des études et des analyses faites concernant la possible menace à la démocratie québécoise depuis 2010.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Question **150**

Subvention versée par le MSP depuis 2004-2005, et ce, par année, au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) ne verse plus de subvention au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale, puisqu'il fait maintenant partie du portefeuille du MSP.

Question **157**

Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation

Les demandes d'accès à des documents ne sont pas transmises au cabinet ministériel pour approbation. Le seul cas d'exception vise les demandes d'accès à des documents produits par le cabinet ministériel ou produits pour le compte de celui-ci, pour lesquels le responsable de l'accès aux documents invoque la restriction établie par l'article 34 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Question **159**

Bilan de mise en œuvre du plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, incluant les sommes octroyées pour le déploiement de chacune des mesures ainsi que les résultats du déploiement de ces mesures.

MESURE	TOTAL (k\$)
N° 1 Soutenir la réalisation de projets de recherche portant sur l'exploitation sexuelle au Québec (MSP)	1 953,2
N° 2 Mettre sur pied un comité d'experts sur le renforcement de la responsabilité des entreprises dans la prévention de la pornographie juvénile en ligne (MSP)	50
N° 3 Réaliser une campagne nationale de communication pour sensibiliser la population aux conséquences de l'exploitation sexuelle (MSP)	2 903,1
N° 4 Instituer une semaine thématique annuelle et une journée nationale de lutte contre l'exploitation sexuelle au Québec (MSP)	–
N° 5 Bonifier les contenus relatifs à l'exploitation sexuelle sur le site Québec.ca (MSP)	–
N° 6 Sensibiliser les personnes immigrantes, notamment les personnes nouvellement arrivées, à l'exploitation sexuelle des mineurs (MIFI)	–
N° 7 Effectuer des activités de sensibilisation ciblées à l'intention des jeunes victimes d'exploitation sexuelle pour leur faire connaître leurs droits ainsi que les ressources d'aide à leur disposition (MJQ)	–
N° 8 Intégrer la prévention de l'exploitation sexuelle aux contenus d'éducation à la sexualité présentés aux élèves du primaire et du secondaire et soutenir le personnel scolaire dans sa mise en œuvre (MEQ)	10 310,1
N° 9 Rendre disponibles et offrir des programmes d'éducation à la sexualité adaptés aux besoins des jeunes hébergés en centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation (MSSS)	–
N° 10 Mettre en place un programme de soutien à la mission globale pour les organismes communautaires dont l'expertise et le savoir-faire en matière d'exploitation sexuelle sont reconnus (MSP)	8 155,9
N° 11 Reconduire et bonifier le Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle (MSP)	6 000
N° 12 Documenter et expérimenter la pratique d'intervention en matière d'exploitation sexuelle dans le cyberspace (MSP)	562,5
N° 13 Bonifier le programme Prévention jeunesse pour y inclure un volet de soutien aux tables régionales de concertation en matière d'exploitation sexuelle (MSP)	4 025
N° 14 Clarifier les règles de partage et de communication de renseignements confidentiels entre les professionnels travaillant avec des jeunes bénéficiant de services de protection de la jeunesse pour mieux les protéger en situation de risque ou d'exploitation sexuelle (MSSS)	–

Question **159**

Suite

MESURE	TOTAL (k\$)
N° 15 Poursuivre, bonifier et adapter la formation de formateurs Prévention et intervention en exploitation sexuelle du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale (CIUSSS-CN) pour les intervenantes et les intervenants spécialisés (MSP)	200
N° 16 Sensibiliser les intervenantes et les intervenants susceptibles d'être en contact avec des mineurs victimes d'exploitation sexuelle à l'importance de la détection, du référencement et du signalement en vertu de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> (MSP)	300
N° 17 Offrir une formation initiale et une formation de perfectionnement sur l'intervention auprès des personnes victimes d'exploitation sexuelle à l'intention des policières et des policiers ainsi que des agentes et des agents des services correctionnels (MSP)	1 352,8
N° 18 Tenir une journée d'actualisation des connaissances sur l'accompagnement des personnes victimes d'exploitation sexuelle dans le processus judiciaire à l'intention des policières et des policiers de même que pour les procureurs et procureures (MSP)	68,5
N° 19 Rendre accessible une formation sur l'exploitation sexuelle des mineurs aux membres de la magistrature qui officient à la Chambre criminelle et pénale de la Cour du Québec (MJQ)	–
N° 20 Développer et diffuser une formation visant les étudiantes et les étudiants de programmes d'enseignement supérieur menant à des corps d'emploi et à des professions liés à des dossiers d'exploitation sexuelle (MES)	350
N° 21 Mettre en place un programme de formation pour outiller l'industrie hôtelière et celle du transport de personnes dans leur rôle relativement à l'exploitation sexuelle (SCF)	450
N° 22 Outiller les promoteurs de festivals et d'événements touristiques pour susciter leur engagement quant à la prévention de l'exploitation sexuelle (MTO)	250
N° 23 Effectuer des représentations auprès du gouvernement fédéral en vue d'apporter des modifications au Code criminel pour faciliter les enquêtes et les poursuites en matière d'exploitation sexuelle (MSP)	–
N° 24 Documenter l'encadrement de l'industrie du sexe par le milieu municipal afin de proposer des pistes de solution pour contribuer à un meilleur contrôle des activités qui ont cours dans ces établissements (MAMH)	75
N° 25 Bonifier les ressources humaines et financières de l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (MSP)	79 224,9
N° 26 Créer une équipe intégrée de lutte contre la production et la distribution de pornographie juvénile (MSP)	12 575,3
27 Bonifier les ressources humaines et financières du Directeur des poursuites criminelles et pénales en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle (DPCP)	8 064,9

Question **159** Suite

MESURE	TOTAL (k\$)
N° 28 Mettre en place une équipe spécialisée en accompagnement des personnes victimes d'exploitation sexuelle au sein du Réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (MJQ)	2 654,5
N° 29 Développer des critères pour l'orientation des victimes vers un programme de mesures de rechange en lien avec les infractions qu'elles auraient pu commettre en contexte d'exploitation sexuelle (MJQ)	–
N° 30 Favoriser la participation des personnes victimes d'exploitation sexuelle dans le processus judiciaire, notamment celles d'âge mineur, par des mesures de facilitation du témoignage (MJQ)	1 245,9
N° 31 Mettre en place un comité interministériel visant à proposer des solutions concrètes pour réduire les obstacles à la sortie de la prostitution et soutenir la réinsertion sociale (SCF)	–
N° 32 Rendre disponible un nouveau service de clavardage 24 h/24, 7 j/7 par l'entremise de la ligne-ressource Info-aide violence sexuelle (MJQ)	755
N° 33 Créer un programme unique au Québec de mesures de rechange axé sur l'intervention et la sensibilisation visant à diminuer la demande pour l'achat de services sexuels (MJQ)	5 090
A1 Mener des activités de sensibilisation destinées spécialement aux membres des Premières Nations et aux Inuit (MSP)	–
A2 Mener des actions de communication ciblées sur le phénomène de l'exploitation sexuelle s'adressant aux employeurs et aux travailleurs en régions éloignées (MSP)	–
A3 Soutenir des projets de recherche portant sur l'exploitation sexuelle au Québec — volet autochtone (MSP)	450
A4 Évaluer les moyens pour mieux outiller les services de police autochtones pour faire face aux enjeux liés à l'exploitation sexuelle des mineurs (MSP)	40

Question **164**

État de situation quant aux travaux à venir : volet autochtone, formation continue du personnel, amélioration continue du service du bracelet antirapprochement, et autres.
Indiquer les sommes octroyées pour chacun de ces travaux.

La mesure du bracelet antirapprochement est maintenant bien implantée à l'échelle provinciale, à l'exception de la région du Nord-du-Québec où la connectivité cellulaire est absente ou encore trop instable pour implanter une solution technologique de manière sécuritaire.

Il importe de soulever que pour les communautés autochtones situées dans les régions administratives où le bracelet antirapprochement est déployé, des démarches se sont conclues en collaboration avec les partenaires autochtones et gouvernementaux afin de comprendre les enjeux qui leur sont propres, et adapter culturellement le service antirapprochement à leur réalité sur le plan procédural.

Ainsi, aucun chantier concernant des travaux n'est à venir ni aucune somme engagée supplémentaire.

Depuis l'implantation en 2022, le ministère de la Sécurité publique et les partenaires concernés s'assurent de veiller à la formation en continu, au suivi et à l'optimisation de la mesure sur le plan technologique et procédural afin de maintenir le standard de qualité du programme, et font preuve de diligence face aux différents enjeux rencontrés et correctifs à apporter, le cas échéant.

Question **167**

Bilan de la politique ministérielle pour une police de proximité au service de la population, incluant les échéanciers, les mesures mises en œuvre et celles qui le seront, les sommes allouées à la mise en œuvre de ces mesures, ainsi que les résultats obtenus ou attendus.

À l'automne 2025, le ministère de la Sécurité publique (MSP) a lancé sa nouvelle **Politique ministérielle pour une police de proximité au service de la population : rapprochement, concertation et proactivité**.

L'élaboration de la nouvelle Politique fait suite à la révision, en octobre 2023, de l'article 48 de la Loi sur la police, qui est venue introduire les notions de concertation et de partenariat dans la mission conférée aux organisations policières. Ce changement législatif établit la volonté du gouvernement du Québec d'adopter une vision élargie du concept de sécurité publique pour en faire une responsabilité partagée. Cette nouvelle politique s'inscrit également dans la continuité des travaux réalisés par le comité consultatif sur la réalité policière, mandaté en 2019, pour identifier les mesures à prendre pour doter le Québec d'une « police efficace, efficiente et moderne, en phase avec les attentes des citoyens et l'évolution de la société ».

La Politique a été actualisée en tenant compte des attentes de la population. La notion de coproduction de sécurité publique portée par la vision proposée encourage les organisations policières à associer directement la population et les partenaires de leur communauté au travail de la police. Ainsi, la sécurité de la population devient l'affaire de toute la communauté et chacun peut y contribuer.

Une police de proximité au service de la population implique d'adopter des façons d'être qui permettent de maintenir ou d'améliorer le rapprochement avec celle-ci. Elle suppose d'agir en concertation et en partenariat avec les différents intervenants de la communauté, le tout guidé par une logique proactive et dans un objectif d'efficacité accrue.

Ainsi, les actions requises par les organisations policières pour la mise en œuvre de la Politique prennent appui sur trois principaux piliers : le rapprochement, la concertation et la proactivité. Ces piliers constituent les moyens proposés pour atteindre l'objectif, soit la proximité des organisations policières avec la population. Ils représentent à la fois les principes fondamentaux sous-jacents à une police de proximité et les stratégies à adopter pour favoriser sa mise en œuvre de façon concrète.

La politique servira de guide à toutes les mesures en lien avec la police de proximité inscrites dans les documents d'orientations gouvernementales. Le MSP assurera le suivi de ces différentes orientations auprès des organisations policières. Des outils de reddition de comptes seront notamment développés, qui permettront d'obtenir un portrait plus précis des actions menées en matière de police de proximité, et surtout des retombées observées sur le terrain. Le MSP procédera en outre à l'évaluation de la mise en œuvre de la politique dans les cinq premières années.

Aucun financement n'est prévu.

Question **168**

Bilan de la politique ministérielle Prévenir la criminalité ensemble, incluant les échéanciers, les mesures mises en œuvre et celles qui le seront, les sommes allouées à la mise en œuvre de ces mesures, ainsi que les résultats obtenus ou attendus.

La *Politique ministérielle en prévention de la criminalité* « Prévenir la criminalité ensemble : quand la sécurité de tous devient une responsabilité partagée » (ci-après Politique), diffusée en novembre 2025, est issue de la révision de la *Politique ministérielle en prévention de la criminalité* « Pour des milieux de vie plus sécuritaires » de 2001 et de consultations auprès de partenaires clés.

La Politique énonce les principes directeurs et les orientations stratégiques et guide les actions dans le domaine de la prévention de la criminalité, notamment la mise en œuvre des programmes de financement coordonnés par le ministère de la Sécurité publique (MSP) en la matière.

La Politique repose sur quatre axes d'intervention :

1. Améliorer la sécurité de la population en misant sur des stratégies concertées;
2. Adapter les interventions aux milieux et aux enjeux contemporains;
3. Doter le milieu communautaire des ressources nécessaires à l'exercice de sa mission;
4. Reconnaître et valoriser les bonnes pratiques.

Un des leviers de mise en œuvre de la Politique est l'instauration d'un programme intégré reposant sur une structure de financement optimisée. La révision de la Politique a donc été accompagnée d'une refonte des programmes de financement en prévention de la criminalité du MSP donnant ainsi naissance au Programme québécois de lutte contre la criminalité (PQLC), en vigueur du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2028 (voir fiche RP1-Q032).

Le MSP s'est basé sur les quatre axes d'intervention de la Politique afin de rédiger le PQLC. C'est donc principalement via ce programme que la Politique se met en œuvre. Il se décline en trois axes, soit :

- **Axe 1 : Activités courantes** qui favorisent la continuité de services des organismes communautaires, dont la mission, ou un élément de mission est lié à celle du MSP;
- **Axe 2 : Initiatives** pour des projets portés par des organismes communautaires ainsi que par des municipalités et leurs corps de police dans le développement de pratiques innovantes;
- **Axe 3 : Mandats stratégiques** qui dotent le MSP d'une enveloppe stratégique pour soutenir des initiatives afin d'agir sur les phénomènes sociocriminels qui posent un risque accru pour la sécurité publique.

Le tableau ci-dessous indique les aspects du PQLC répondant aux axes d'intervention de la Politique.

Question **168**

Suite

Axes d'intervention de la Politique	Mise en œuvre via les axes du PQLC
1. Améliorer la sécurité de la population en misant sur des stratégies concertées	<p>Axe 2 du PQLC : Les initiatives soumises dans le cadre de cet axe devaient impliquer plusieurs partenaires d'intervention.</p> <p>Axe 3 du PQLC : Un des objectifs spécifiques poursuivis par cet axe est de déployer à l'échelle nationale ou dupliquer à l'échelle régionale de bonnes pratiques de concertation et d'intervention. De plus, une priorité sera accordée aux mandats stratégiques prévoyant inclure à la réalisation du mandat des actions d'un minimum de trois partenaires de tous les milieux concernés.</p>
2. Adapter les interventions aux milieux et aux enjeux contemporains	<p>Pour chacun de ses axes, le PQLC s'adapte aux particularités géographiques, culturelles et organisationnelles des collectivités autochtones.</p> <p>Axe 2 du PQLC : Cet axe permet aux organisations de développer de nouvelles approches ou méthodes d'intervention selon l'évolution des phénomènes criminels et sociaux. Il vise l'innovation.</p> <p>Axe 3 du PQLC : Cet axe vise à déployer rapidement des actions structurantes afin d'intervenir sur des phénomènes émergents ou à haute intensité. Il vise également à identifier et à documenter ces phénomènes afin, notamment, de mieux intervenir.</p>
3. Doter le milieu communautaire des ressources nécessaires à l'exercice de sa mission	<p>Axe 1 du PQLC : Comporte deux volets de soutien à la mission, soit les volets services de proximité et d'exploitation sexuelle.</p>
4. Reconnaître et valoriser les bonnes pratiques	<p>Axe 2 du PQLC : Un des objectifs spécifiques de cet axe est d'évaluer les initiatives financées afin d'en mesurer les impacts concrets, de démontrer leur efficacité et d'en faciliter l'intégration dans l'offre de services courants et la reproductibilité par d'autres organisations.</p> <p>Axe 3 du PQLC : un des objectifs spécifiques de cet axe est de déployer à l'échelle nationale ou dupliquer à l'échelle régionale de bonnes pratiques de concertation et d'intervention. De plus, une priorité est accordée aux mandats stratégiques qui prévoient déployer ou adapter à plus grande échelle des pratiques d'intervention reconnues comme efficaces.</p>

Question **168**

Suite

Axes PQLC – échéancier, sommes allouées et résultats obtenus

Axe du PQLC	Échéancier	Somme allouée 2025-2026	Résultats 2025-2026 ¹ liés à la Politique
Axe 1	1 ^{er} avril 2025 au 31 mars 2028.	13 658 566 \$	119 organismes financés à la mission. En 2025-2026, 58 % des sommes allouées via le PQLC sont pour du financement à la mission. Cette méthode de financement favorise la stabilité des équipes et la continuité des services. Une entente a été établie avec chacun des bénéficiaires pour toute la durée de l'aide accordée.
Axe 2	1 ^{er} avril 2025 au 31 mars 2028.	9 791 434 \$	98 initiatives financées. Les services offerts par les bénéficiaires du PQLC sont variés et vont du diagnostic de sécurité à l'intervention ciblée. Ils s'inscrivent dans le modèle intégré d'organisation des services souhaité dans la Politique. Une entente a été établie avec chacun des bénéficiaires pour toute la durée de l'aide accordée.
Axe 3	L'appel de candidatures est en vigueur jusqu'au 17 avril 2026. Les mandats financés le seront du 1 ^{er} avril 2026 au 31 mars 2028. ²	S.O.	S.O.

¹ Le bilan de l'ensemble des activités réalisées est attendu en avril 2027. Ainsi, les résultats plus détaillés pourront être fournis à ce moment.

² Le financement alloué dans le cadre de l'axe 3 du PQLC sera rétroactif au 1^{er} avril 2026.

Question **172**

État de la formation actuelle quant à l'exploitation sexuelle des mineurs chez les professionnels du réseau de la santé et des services sociaux en 2025-2026, et les prévisions pour 2026-2027.

Cette question ne relève pas du ministère de la Sécurité publique.

Question **174**

Copie de l'aide-mémoire à l'intention des services de police concernant l'engagement de ne pas troubler l'ordre public en vertu de l'article 810 du Code criminel.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

